

DIPLOMATIE

La déclaration de M. Waldheim

(Suite de la première page.)

« Personnellement, j'utilise les moyens de la diplomatie traditionnelle », a-t-il fait appel dès le premier moment aux parties concernées pour qu'elles recherchent une solution négociée : à M. Kissinger, dont malheureusement les propositions n'étaient pas satisfaisantes, parce qu'elles n'étaient pas claires et ont ainsi donné lieu à des interprétations différentes. Aux Anglais, en outre, qui voulaient donner un rôle important à un gouvernement britannique pendant la période de transition, ce que le chef du gouvernement modeste, M. Smith, n'a pas accepté. Je continue néanmoins mes efforts, de même que les Américains en la personne de M. Young. Malheureusement, les choses ne vont pas actuellement dans une direction satisfaisante.

— La Conseil de sécurité vous a chargé en 1975 d'une mission de bons offices dans la question de Chypre. Que pensez-vous de la situation à cet égard ?

— J'espère toujours qu'il sera possible de trouver une solution avant la fin de cette année. C'est déjà un progrès que, sur quatre points, les parties intéressées aient accepté de négocier. Il est positif que, pour la première fois, des propositions concrètes aient été faites la semaine dernière à Vienne. Une venue des Chypriotes grecs sous la forme d'une carte allant de 20 % du territoire de Chypre aux Chypriotes turcs ; l'autre venant de ces derniers et concernant la Constitution.

« Il est négatif, en revanche, que ces propositions aient été rejetées et qu'elles n'aient suscité de part et d'autre aucune contre-proposition. J'espère toutefois que les uns et les autres présenteront prochainement des contre-propositions claires, car les négociations vont continuer. La phase actuelle se termine ce jeudi 7 avril. On se rencontrera à Nicosie après Pâques, fin avril ou au début de mai, pour des négociations techniques détaillées, qui prépareront une nouvelle réunion à Vienne. Je réitére que je crois à la possibilité d'une solution avant la fin de l'année, mais pas avant : en outre, il y a eu une interruption des discussions au mois de juillet.

Les politiciens en cours entre l'Est et l'Ouest sur les droits de l'homme ne vous

paraissent-ils pas de nature à compromettre le succès de la prochaine conférence de Belgrade ?

— Je crois, au contraire, que cette conférence sera très importante. Elle sera une excellente occasion de discuter tous les aspects des accords d'Helsinki et d'aboutir à une meilleure interprétation de ces textes. Actuellement les interprétations sont différentes selon les pays signataires. Belgrade permettra de mettre fin à ces divergences.

— Que peut-on attendre de la prochaine reprise du dialogue Nord-Sud à Paris, alors que les pays industrialisés viennent une nouvelle fois de rejeter, à Genève, dans une négociation sous l'égide de la CNUCED, les deux revendications principales des pays en voie de développement : l'abolissement de leurs dettes et la stabilisation des cours des matières premières qu'ils exportent ?

— Il n'y aura pas de stabilité dans le monde aussi longtemps qu'il n'y aura pas de solution au problème des relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Le monde a changé. Il existe aujourd'hui une coopération étroite et équitable de tous les pays. C'est pourquoi l'attachement à une importance primordiale au dialogue Nord-Sud. Il y a de la paix économique, de la paix sociale internationale.

« Sans doute, jusqu'à présent, les négociations Nord-Sud ont en général échoué. Mais cela va changer. Il y a des signes encourageants : le fait notamment que le « sommet » des pays industrialisés à Londres ait mis spécialement à son ordre du jour la question Nord-Sud, alors qu'à l'origine il ne devait s'occuper que des relations économiques entre ses membres. Ces derniers ont donc compris que l'avenir dépend de la solution de ce problème.

« En dernier lieu, l'attitude américaine a changé. Lorsque j'ai parlé avec le président Jimmy Carter et MM. Vance et Blumenthal (respectivement secrétaire d'Etat et sous-secrétaire au Trésor), lors de ma visite à Washington et lorsque le président Carter est venu à New-York, tous m'ont assuré qu'ils attachaient une très grande importance au dialogue Nord-Sud et que les Etats-Unis étaient prêts à contribuer à son succès, notamment en acceptant la création d'un fonds commun pour le financement de stocks régulateurs de matières premières.

« En définitive, j'en suis persuadé, il y a une chance que les pays industrialisés fassent à Londres un pas en avant sur la double question des matières premières et de l'environnement. Si, par ailleurs, aucun accord n'intervenait entre le Nord et le Sud avant la prochaine Assemblée générale, on courrait le risque d'une confrontation très grave. »

Propos recueillis par JEAN SCHWOEBEL

PROCHE-ORIENT

Israël

M^{re} FELICIA LANGER POURRA CONTINUER A DÉFENDRE DES ARABES DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES

Tel-Aviv (A.F.P.). — La décision sans laquelle M^{re} Felicia Langer ne pourra plus plaider devant des tribunaux militaires israéliens (à la fin de la semaine 3-4 avril) porte malheureusement sur les procès et seront jugés des soldats israéliens, indiquait-on mardi 5 avril à Tel-Aviv. Elle pourra continuer à défendre des Arabes.

L'avocat a toutefois décidé de faire appel devant la Cour suprême à Jérusalem de la restriction qui lui a été imposée. « acte non démocratique » qu'elle considère comme une « vengeance politique ». En demandant à la commission « ad hoc » de prendre la décision concernant M^{re} Felicia Langer, le général Gur, chef d'état-major, avait suggéré les contacts que celle-ci avait eus avec l'O.L.P. et les critiques pour la sécurité d'Israël.

PLUSIEURS MILLIERS D'ISRAÉLIENS MANIFESTENT EN FAVEUR DE L'INTÉGRATION DE LA CISJORDANIE

Tel-Aviv (A.F.P. Reuters). — Vingt mille militants du Gush Emounim (Bloc de la foi) — quarante mille selon les organisateurs — ont participé le mardi 5 avril à une « marche de la décennie » en Cisjordanie et assisté à la pose symbolique de la première pierre d'un nouveau village qui sera consacré à la proposition de créer en Cisjordanie.

D'importantes forces de l'ordre ont accompagné les marcheurs, dont l'itinéraire couvrait une distance de kilomètres, afin d'empêcher toute tentative de « colonisation sauvage ». Le gouvernement israélien n'a pas autorisé, en effet, la création en Cisjordanie d'un nouveau village qui se propose d'y construire le Gush Emounim, mouvement religieux qui considère la Cisjordanie comme partie intégrante du patrimoine biblique d'Israël et prône l'implantation d'une ville dans cette région.

« Au moment où se déroulait la marche des pasteurs de ce mouvement, des militants du parti Sheli rendaient visite aux notables et aux maires de Cisjordanie pour les assurer du désir de paix de la majorité des Israéliens. »

AFRIQUE

Namibie

CINQ ÉTATS OCCIDENTAUX PRESSENT M. VORSTER DE HATER LA DÉCOLONISATION

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Les ambassadeurs américain, canadien, français, anglais et allemand devaient être reçus, jeudi 7 avril, par M. John Vorster, premier ministre sud-africain, et lui remettre une lettre pressant le gouvernement de Pretoria de trouver une solution en Namibie. Les cinq pays occidentaux demandent que des élections nationales soient organisées sans considération ethnique avant l'accession du territoire à l'indépendance, avec la participation du mouvement nationaliste de la SWAPO et sous la supervision de l'ONU. Ils réclament également, dans leur lettre, le retrait des troupes sud-africaines actuellement en opération contre les guérilleros nationalistes dans le nord du pays. Autant de points que la conférence constitutionnelle organisée à Windhoek par le gouvernement sud-africain se refuse à accepter.

En ce qui concerne le retrait des troupes sud-africaines, la réponse peut être donnée par M. P.W. Botha, ministre de la défense, qui, accompagné des principaux chefs militaires d'Afrique du Sud, a visité mardi le nord de la Namibie. Il a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les troupes sud-africaines de Windhoek avaient demandé, une fois de plus, le maintien de l'armée en Namibie. — C. C.

République Sud-Africaine

LE MOZAMBIQUE A COMMENCÉ À FOURNIR DU COURANT ÉLECTRIQUE À PRETORIA

Johannesburg (A.F.P.). — L'Afrique du Sud a commencé, le 28 mars, à recevoir l'électricité produite par la complexe hydro-électrique de Cahora-Bassa, située dans la vallée du Zambezi, au Mozambique, annonce à Johannesburg un communiqué commun de la Régie sud-africaine de l'électricité (ESKOM), du consortium international qui a construit le complexe Zambezi, et de la compagnie Hydroélectrique de Cahora-Bassa.

Le barrage de Cahora-Bassa était l'une des principales cibles des guérilleros du Front de libération du Mozambique (Frelimo) à l'époque coloniale portugaise. Construit par un consortium comprenant des sociétés françaises, allemandes, portugaises et sud-africaines, il a été conçu essentiellement pour approvisionner la principale région industrielle d'Afrique du Sud autour de Johannesburg et de Pretoria. La construction de ce complexe, qui est le plus important d'Afrique, a coûté environ 2.500 millions de francs français.

Après l'indépendance, les dirigeants de Maputo ont adopté une attitude pragmatique, les deux économies étant trop liées pour qu'une rupture brutale soit possible. Ainsi, les industriels sud-africains sont toujours encouragés à exporter par le port de Maputo, tandis que plus de soixante mille Mozambicains continuent de travailler dans les mines du pays de l'appartenance, apportant à leur pays une quantité importante de devises.

République populaire du Congo

Le nouveau chef de l'État doit prêter serment de fidélité au marxisme-léninisme

Le colonel Joachim Yhombi-Opango, chef de l'État du Congo, a rendu public, mardi 5 avril, à Brazzaville, un « acte fondamental » stipulant notamment : « La Constitution du Congo

promulguée en juin 1973 est pratiquement abrogée. D'autre part, le commandant Goma, premier ministre, a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement de dix-sept membres, dont sept officiers.

De notre envoyé spécial

Brazzaville. — Les nouveaux dirigeants congolais semblent préférer la continuité au changement. Loin de tirer parti de l'émotion qui a suivi l'assassinat du président Nguabi en déclarant immédiatement une vaste opération de remise en ordre, ils optent pour la prudence et se posent avant tout en héritiers légitimes du chef de l'État disparu. Plutôt que de procéder à la mise à l'écart des personnalités en place, ils reconstruisent plusieurs d'entre elles dans leurs fonctions antérieures. Même si un glissement politique s'opère au bénéfice de l'armée, et notamment de ses cadres « marxistes », la composition de la nouvelle équipe gouvernementale, rendue publique mardi, témoigne du souci d'assurer la permanence des options définies par le président Nguabi.

Outre le commandant Louis Sylvain Goma, ancien et nouveau premier ministre, six ministres de l'ancienne équipe figurent dans le nouveau cabinet, qui compte dix-sept membres. C'est, en particulier, le cas de MM. Théophile Obenga, qui conserve le portefeuille des affaires étrangères, et Saturnin Okaka, qui garde celui de l'industrie et du tourisme. M. Henri Lopez, premier ministre de 1973 à 1975, se voit confier la responsabilité des finances. Il avait été conduit à démissionner

après la déclaration du 12 décembre 1975, anticonstitutionnelle qui constatait le « blocage du processus révolutionnaire ». La désignation à la tête du ministère du commerce de M. Okaka, jusqu'alors directeur de cabinet du président Nguabi, mérite d'être relevée. M. Okaka, qui passe pour un marxiste orthodoxe soucieux de voir son pays réaliser un véritable nationalisme économique, a précédé par le passé la création d'offices nationaux de distribution afin d'enrichir la position dominante qu'occupent certaines sociétés commerciales étrangères.

La seconde caractéristique de ce remaniement réside dans l'emprise accrue des militaires sur les organes du pouvoir. Sept officiers appartiennent désormais au gouvernement. Il s'agit des commandants : Louis-Sylvain Goma (premier ministre), Pascal Elima (défense), Pascal Elima (travaux publics et transports), des capitaines François-Xavier Katiali (intérieur), Célestin Goma Poutou (information) et Miloudou (sanité et affaires sociales). Les premiers chefs font, en même temps, partie du comité militaire du Parti congolais du travail. On assiste donc à

LA SITUATION AU ZAIRE

La Zambie ne semble pas redouter une importante extension des combats

De notre envoyé spécial

Lusaka. — En dépit de leur proximité, les combats du Shaba ne suscitent pas de vive inquiétude en Zambie. La frontière est longue de plus de 800 kilomètres, et la ville de Matabele, située à 280 kilomètres au sud-est de la frontière, ne semble pas redouter une importante extension des combats. Les autorités zambiennes font état, cependant, de « trente-trois réfugiés et huit bandits saisis ».

L'absence d'un flot de réfugiés en direction de Zambie, l'expliquent par le fait que Matabele est tombée sans combat. Une partie des troupes zambiennes auraient même rallié les « gendarmes katangais », fiers par la population locale lors de leur entrée dans l'agglomération.

On prévoit ici le déroulement d'un scénario identique à Kolwezi, centre minier dont la Zambie est considérée comme certaine. Selon des sources diplomatiques, l'objectif des insurgés serait de faire de la « libération » de Kolwezi un succès plus politique que militaire, ce qui expliquerait la

lenteur des opérations qui se déroulent depuis une semaine à l'ouest de cette ville d'où le cuivre du Shaba est acheminé par voie ferrée en direction de Lubumbashi, 300 kilomètres plus à l'est. Sur la frontière entre le Zaïre et la Zambie le calme semble complet. La semaine dernière, l'évacuation des ressortissants français du Shaba par deux Transalpiers militaires venus de la Réunion est passée pratiquement inaperçue.

La faible qualité et les problèmes de ravitaillement de l'armée zambienne ont grandement facilité la tâche des anciens « gendarmes katangais », qui sont peu nombreux mais paraissent, en revanche, très bien organisés. « La préparation psychologique du territoire par les rebelles a été déminée », souligne-t-on ici de source diplomatique.

On fait également remarquer que l'insurrection n'a jamais eu de succès au Shaba depuis le début des combats, voilà près d'un mois, sur la frontière angolaise. Ce qui semblerait exclure qu'une sécession de l'ancien Katanga en soit l'objectif.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Découvrez l'autre catalogue: celui des choses qui comptent vraiment dans votre vie.

Le nouveau catalogue Manufrance vient de paraître:

33.000 fois utile... 33.000 choses indispensables et solides pour équiper sa maison et meubler ses loisirs... 33.000 choses dont toute la famille a besoin chaque jour...

Voilà ce qui fait la différence et l'intérêt du Catalogue Manufrance. Découvrez-le dès aujourd'hui!

En vente 12 francs, chez tous les marchands de jouaux, dans tous les magasins Manufrance de Paris et de Province, ou en écrivant à Manufrance, Service Publicité, 42033 Saint-Etienne Cédex, à l'aide du bon joint.

Ce qui est fait pour durer s'achète par catalogue à Manufrance.



Veuillez m'envoyer le nouveau catalogue 1977

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ LOCALITÉ _____

Je joins 12 F payés par _____ (chèque bancaire à l'ordre de Manufrance Saint-Etienne C.C.P. Lyon 8 Société) _____ (mandat lettre C.C.P. Lyon 8 à l'ordre de Manufrance Saint-Etienne C.C.P. Lyon 8 Société)

AFRIQUE

Fachoda aux «Dossiers de l'écran»

Un grand problème esquivé

Prendant prétexte de la présentation du sixième et dernier épisode de Fachoda, feuilleton égyptien par Antenne 2 et la télévision égyptienne, les responsables des «Dossiers de l'écran» souhaitent organiser, mardi soir 5 avril, un débat exclusivement consacré à l'évolution actuelle du continent africain. Les événements d'Angola et du Zaïre, du Congo et du Tchad incluent, en effet, de d'utiles réflexions sur l'actualité immédiate.

L'extraordinaire odyssée de la mission Congo-Nil fut aussi mal traitée qu'elle l'avait été lors des cinq épisodes précédents. En effet, rien ne ressemble moins à l'historique sirupeux présenté aux téléspectateurs français que l'épopée du capitaine Marchand et de ses hommes Les Mamelles de Manigri ou de Barabier, qui participèrent à cette expédition, montrant bien que l'aventure, commencée en 1898 à Brazzaville et terminée le 10 juillet 1908 dans le bassin du Nil blanc, ignorait ce climat de médiocrité. La seule performance des réalisateurs aura été de décevoir, pour des raisons fondamentalement opposées, Africains et Européens.

Sans la présence de M. Joseph Ki-Zerbo, président de l'Association des historiens africains, le débat eût vraisemblablement sombré dans un académisme stérile. Parmi les innombrables problèmes soulevés par l'histoire africaine, la question de Fachoda, «question explosive», qui ne sera résolue que par un dépassement du cadre hérité de la colonisation. A propos des langues, M. Ki-Zerbo fait remarquer que «suivant les Etats, seuls 5 à 15 % des Africains parlent des langues européennes introduites à l'époque coloniale». A un téléspectateur qui lui demande s'il aurait pu être historien et son pays n'aurait pas connu la colonisation, il répond sans détour : «Si le n'aurait pas été historien, peut-être aurais-je été fils d'historien...»

«L'Afrique est un enjeu», poursuit M. Ki-Zerbo. Il demande : «Qui va dominer l'Afrique pour mieux dominer le monde ?» Puis, après avoir insisté sur le fait que «le problème sud-africain est actuellement le plus important de tous ceux qui se posent en Afrique», il parle des responsabilités de l'Occident qui prête main-forte au gouvernement de Pretoria.

M. Ibrahim Baba Kaka, du Centre de recherches africaines de la Sorbonne, résume le point de vue d'une majorité d'Africains en critiquant sévèrement le feuilleton qui présente depuis six semaines sur les écrans français ce qu'il appelle «l'Afrique de Tarzan». Il rappelle que de grands Etats africains ont existé avant l'installation des Européens sur le continent noir et que, au quatorzième siècle, lorsque l'empire du Mali se trouvait à son apogée, la guerre de Cent Ans dévastait l'Europe. A Joseph Pastour, membre de l'Institut, qui l'interrompt sur la marche à l'arrière, M. Kaka répond : «Les Africains ne se sentent pas responsables... A-t-on tenu les Européens responsables de l'existence de Hitler ?»

M. André Guillibert, ambassadeur du Sénégal en France, évoque «le rôle des grandes puissances qui cherchent à reconquérir l'Afrique», et rappelle les idées du président Senghor sur la pénétration soviétique en Afrique noire. Enfin, le député permanent du Soudan à l'UNESCO, dénonçant les «mythifications» du feuilleton, ramène le débat aux rives du Nil, où l'on vient de voir cent cinquante tirailleurs sénégalais défilant aux accents martiaux de la Marche laurienne. La question essentielle a été au grand débat esquivée : l'Afrique risque-t-elle ou non de tomber sous la domination de nouveaux colonisateurs ?

PHILIPPE DECAENE.

Tunisie

ECHANGE DE PRISONNIERS AVEC LA LIBYE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Les autorités tunisiennes et libyennes ont procédé, le mardi 5 avril, au poste frontalier de Ras-Jedir, à l'échange des derniers «otages» qu'elles détenaient.

La Libye a libéré cinq militaires tunisiens enlevés voici un an, alors qu'ils effectuaient une patrouille le long de la frontière, et la Tunisie a relâché M. Mohamed Ali Nagel, condamné le 23 avril 1976 à la peine de mort par la Cour de sûreté de l'Etat, pour avoir projeté d'assassiner le premier ministre, M. Hedi Nouri.

Après cet échange, le seul point noir — mais d'importance — qui demeure dans les relations tuniso-libyennes concerne la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès (le Monde des 23 février et 5 avril). mardi encore, le ministre de l'Intérieur, M. Tahar Belkhouja, a réaffirmé que la Tunisie considère ce problème — dont la Libye se refuse à discuter — comme «vital», qu'elle reste attachée «à ses droits», bien que toujours prête à négocier, et qu'elle fera tout, «jusqu'à la dernière limite», pour éviter des complications dangereuses.

L'appel aux bons offices de «pays frères et amis» pour régler le différend a été confirmé par le ministre de l'Intérieur, et la visite que doit faire incessamment à Alger le chef de la diplomatie tunisienne, M. Habib Chatty, pourrait s'inscrire dans cette démarche. M. Chatty doit également se rendre à Rabat. (Interim.)

EUROPE

Grande-Bretagne

Remous, aux Communes, autour de l'élection du Parlement européen

De notre correspondant

Londres. — Le problème des élections directes au Parlement européen a suscité mardi 5 avril, de profonds remous parmi les députés conservateurs aussi bien que travaillistes. Le premier ministre, M. James Callaghan, au cours d'une réunion privée du soir, a tenu à préciser sa position. Mais la représentation proportionnelle n'est pas sa solution préférée.

Le ministre de l'Intérieur, M. Merlyn Rees, a agité la menace d'un éclatement du parti sur le problème du Parlement européen.

Les conservateurs ont, de leur côté, exprimé leurs divergences sur le système électoral. Soixante-dix députés ont déposé une motion affirmant leur hostilité au système de la représentation proportionnelle. Ils ont souligné la faveur dont jouit auprès des Britanniques le système majoritaire à tour, actuellement utilisé pour les législatives. Mais l'ancien premier ministre, M. Edward Heath, exprimait peu après sa préférence pour la représentation proportionnelle.

Dans le livre blanc sur les élections au Parlement européen, publié le 1^{er} avril, le gouvernement se contente d'énoncer les différents systèmes possibles, sans

préciser sa position. Mais la représentation proportionnelle n'est pas sa solution préférée. Elle serait conforme aux exigences des libéraux qui font des élections à la proportionnelle au Parlement européen, l'une des conditions de leur «pacte» avec les travaillistes. Les conservateurs seraient favorisés par le système majoritaire à un tour : enfin, la date de mai-juin 1978, prévue pour ces premières élections européennes, pourrait ainsi être respectée. (Interim.)

M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, demande, dans une question écrite, au premier ministre si «compte tenu de l'importance du débat sur le projet d'élection de l'Assemblée multinationale européenne au suffrage universel, il ne lui paraît pas nécessaire d'établir sans tarder des règles qui assurent à la radio et à la télévision une équitable répartition des heures d'information et de propagande en faveur des différentes tendances, en évitant de donner à aucune d'entre elles une situation privilégiée». Dans l'affirmative, M. Debré demande à M. Barre «s'il n'estime pas utile, compte tenu de l'orientation unitaire de certaines informations et émissions, qu'une commission impartiale soit désignée de toute urgence pour l'application de cette directive».

Turquie

DES ELECTIONS ANTICIPÉES AURONT LIEU LE 5 JUIN

(De notre correspondant.)

Ankara. — L'Assemblée nationale turque a décidé, le mardi 5 avril, que des élections anticipées auront lieu le 5 juin (le mandat de l'actuelle Assemblée expirait normalement en octobre). Les deux grandes formations politiques, le Parti de la Justice (P.J.) dirigé par M. Demirel, premier ministre, et le Parti républicain du peuple (R.P.P.), principal groupe d'opposition animé par M. Ecevit, s'étaient mis d'accord sur ce sujet. En revanche, le Parti du salut national, membre de la coalition gouvernementale, s'y refusait : les amis de M. Erbakan s'appuyaient sur le règlement intérieur de l'Assemblée, selon lequel la décision d'avancer la date des élections ne peut être prise qu'avec l'accord de tous les partis ayant un groupe à la Chambre basse (dix députés au moins). Les députés du Parti de la justice et du Parti républicain ont voté une révision du règlement de l'Assemblée.

En avançant la date des élections, M. Demirel applique une stratégie qu'il avait arrêtée en novembre dernier, et qui lui permettrait d'absorber progressivement les autres partis de droite jusqu'à une date récente, le parti républicain, lui, préférait attendre l'échéance normale : il pensait que l'aggravation prévisible de la crise d'ici le mois d'octobre jouerait en sa faveur. Mais les fautes dans les universités et dans la rue l'ont amené à réviser sa position. Le gouvernement Demirel est incapable d'organiser l'anarchie, il lui paraît donc impossible d'attendre davantage.

Dans l'immédiat, une question se pose : l'équipe actuelle restaurera-t-elle le pouvoir jusqu'aux élections de juin ? Le Parti du salut national, vaincu le 5 avril au Parlement, n'a pas l'intention de retirer ses ministres. Mais il pourrait se raviser. Ce mercredi, l'Assemblée débat d'une motion de censure déposée par le parti démocratique — une formation de droite qui n'appartient pas à la coalition gouvernementale. Le parti républicain votera la motion. Que fera le Parti du salut national ?

ARTUN UNSAL.

A travers le monde

Angola

● L'ANGOLA a signé un accord de coopération avec l'Union soviétique dans le domaine de la pêche, a annoncé, lundi 4 avril, à Luanda, le ministre angolais des pêches, à son retour de Moscou. L'accord signé à Moscou prévoit une large assistance soviétique à l'Angola, dont l'industrie de la pêche — naguère la seconde en importance du continent après

l'Afrique du Sud — a été complètement désorganisée par la guerre. — (A.F.P.)

Argentine

● LES FORCES DE SECURITE ont tué, mardi 5 avril, cinq guérilleros au cours d'une fusillade d'une heure à La Plata, à une centaine de kilomètres au sud-est de Buenos Aires, a-t-on appris mercredi de source militaire. — (Reuter.)

Espagne

● LA COUR SUPREME ESPAGNOLE s'est officiellement déclarée incompétente, mardi 5 avril, sur la question de la légalisation de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (O.R.T., maoïste), du Mouvement communiste (maoïste), de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) et de l'Association démocratique de la femme. La Cour suprême renvoie donc la décision au gouvernement. Comme elle l'a déjà fait pour le parti communiste. — (A.F.P.)

Gabon

● LE PRESIDENT BONGO a demandé aux Nations unies d'envoyer une nouvelle mission au Gabon pour vérifier les conclusions d'une précédente enquête effectuée par le Conseil de sécurité sur l'agression du Gabon contre le Bénin par des mercenaires en janvier dernier. Dans sa lettre à M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, le président Bongo se déclare convaincu que cette «véritable affaire» a été montée de toutes pièces pour discréditer le Gabon dans le but de remettre en cause la réunion à Libreville, en juillet, du sommet «sommet» de l'O.U.A. — (Reuter.)

Italie

● LE SECRETAIRE DE LA FEDERATION DE NAPLES DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN M. Guido de Martino, a été enlevé mardi soir 5 avril à proximité de son domicile alors qu'il revenait d'une réunion politique. Agé de trente-quatre ans, M. de Martino est le fils de l'ancien secrétaire général du parti socialiste italien, M. Francesco de Martino, qui fut vice-président du conseil de 1970 à 1972. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Kenya

● DE NOMBREUSES VIOLENCES ont marqué, au cours des derniers jours, la véritable guérilla à laquelle se livrent, sur le lac Victoria, les contrebandiers qui tentent de faire passer au Kenya le café d'Ouganda et les forces de sécurité ougandaises. Le quotidien de Nairobi *Nation*, citant des sources dignes de foi, affirme que plusieurs hommes suspects de contrebande ont été arrêtés d'essence et brûlés vifs par des soldats ougandais qui les pourchassaient. — (A.F.P.)

Mauritanie

● LE PRESIDENT MOKHTAR OULD DADDAH (ait), à partir de ce mercredi 6 avril, une visite officielle à Pékin. La coopération entre les deux pays se développe dans divers domaines. Le Chine est en train de construire à Nouakchott une centrale électrique et un dispensaire. Le projet le plus important de la coopération concerne la construction d'un port en eau profonde dans la capitale mauritanienne. On estime à deux cents à trois cents le nombre des ouvriers chinois travaillant sur les chantiers en Mauritanie.

Rhodésie

● TROIS NATIONALISTES AFRICAINS ont été condamnés à mort, mardi 5 avril à Salisbury, pour détention d'armes de guerre. Il s'agit de James Mkhah, vingt-trois ans, et Milton Madzanyike, vingt et un ans, qui avaient plaidé coupable devant la cour. D'autre part, on apprend que deux hommes armés ont assassiné, vendredi dernier, un missionnaire noir, à 120 kilomètres à l'est de Salisbury. Une religieuse blanche travaillant dans la même mission que le prêtre a affirmé mardi que les assassins n'étaient pas des nationalistes noirs, précisant qu'ils portaient des uniformes semblables à ceux des forces de sécurité. — (A.F.P., A.P.)

Vietnam

● TRENTI-QUATRE REFUGIES VIETNAMIENS dérivant sur une embarcation au large du Vietnam ont été secourus par un pétrolier japonais, et transportés jusqu'au port de Yokkaichi, a annoncé mercredi 5 avril le ministère japonais de la justice. — (Reuter.)

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

(Horaires du 3 au 23 avril)

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h 15 - Arrivée: 13 h 10

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 14 h 45 - Arrivée: 15 h 40

Chicago
sans escale.

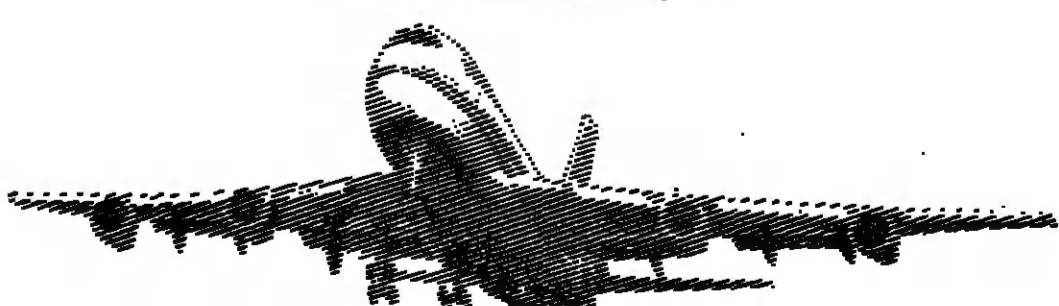
Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 14 h 45 - Arrivée: 16 h 15

Washington
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 55 - Arrivée: 14 h 30

Los Angeles
San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 12 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 15
Arrivée San Francisco: 18 h 55



N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

BREJNEV LE MONDE ET SON Avenir

un volume de 280 pages — 47 F

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Le pétrole va fournir au... quantités considérables de pétrole et de charbon.

Turquie

DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES AURONT LIEU LE 5 JUIN

(De notre correspondant.)

élection
Ankara. — L'Assemblée nationale turque a décidé, le 4 avril, que des élections anticipées auront lieu le 5 juin (le mandat de l'Assemblée nationale expire normalement en octobre). Les deux grandes formations politiques, le Parti de la justice (F.J.) dirigé par M. Demirel, premier ministre, et le Parti républicain du peuple (R.P.P.), principal groupe d'opposition, dirigé par M. Ecevit, s'étaient mis d'accord sur ce sujet. En revanche, le Parti du salut national, membre de la coalition gouvernementale, s'y refusait : les amis de M. Ecevit s'appuyaient sur le règlement intérieur de l'Assemblée selon lequel la date des élections ne peut être prise qu'avec l'accord de tous les groupes. Le R.P.P. a donc refusé de signer un accord avec le F.J. et le Parti du salut national. En attendant, le R.P.P. a annoncé qu'il avait obtenu le soutien de la justice et du Parti du salut national pour une révision du règlement de l'Assemblée.

En attendant la date des élections, M. Demirel applique une stratégie qu'il avait arrêtée en novembre dernier, et qui lui permet de rassembler progressivement les autres partis de droite. Jusqu'à une date récente, le parti républicain, lui, préférait attendre l'échéance normale : il pensait que l'aggravation prévisible de la crise en septembre ou octobre lui valait en sa faveur. Mais les décrets dans les universités et dans la rue l'ont amené à réviser sa position. Le gouvernement Demirel est incapable d'endiguer la coalition gouvernementale. Le parti républicain votera la motion qui fera le Parti du salut national.

Inde

34 630 PERSONNES AU TOTAL AVAIENT ÉTÉ INCARCÉRÉES EN VERTU DE L'ÉTAT D'URGENCE

(A.P.P., A.P., Reuters.)

Le nombre de personnes arrêtées et incarcérées à un moment ou à un autre en vertu de l'état d'urgence, du 25 juin 1976 au 20 mars 1977 (date de la victoire de l'opposition aux élections législatives), s'est élevé à 34 630, a déclaré, mardi 5 avril, devant le Parlement M. Charan Singh, ministre de l'Intérieur. Il ne s'agit pas seulement de détenus politiques ; parmi les personnes arrêtées par application des mesures d'exception, il y avait aussi des auteurs de délits économiques. Le gouvernement de Mme Gandhi avait toujours refusé d'indiquer le nombre exact des détenus ; l'opposition avait avancé celui de 100 000.

A la fin du mois de mars, 6 881 personnes arrêtées à l'époque où Mme Gandhi était au pouvoir se trouvaient toujours en prison. Parmi elles il y avait 845 « nazis », « extrémistes » (pro-chinois). Le gouvernement a demandé aux gouvernements des États de l'Union de libérer tous les détenus à l'exception de ceux impliqués dans des affaires d'espionnage et des partisans d'une révolution par la violence, a indiqué le ministre de l'Intérieur.

CONFORT

Grande routière, la Ford Granada transporte confortablement 5 personnes. Les sièges bien dessinés sont moelleux et enveloppants. Le silence est reposant et les finitions luxueuses. La suspension à 4 roues indépendantes procure une tenue de route exceptionnelle. Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia. Moteurs à 4 cylindres : 10 CV et 11 CV ; 6 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV. Faites un essai chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.



CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

ETS. BUFFARD 110/112 bd de l'Hôpital PARIS 13 707.79.19	LA CHAPPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 18 206.19.40	ROCHEBUNE 58/60 av. Parmentier PARIS 11 805.29.02	R.V.A. 93 bd Raspail PARIS 6 222.73.80	SADVA 19 rue de Presbourg PARIS 16 500.32.00	SAFI 76 rue de Longchamp PARIS 16 553.18.40
---	--	---	--	--	---

Chine

LA RÉVOLUTION EN SUSPENS

III. — Les dures réalités

De notre correspondant ALAIN JACOB

Certes pas. Démonstration d'un culte posthume de la personnalité aux dépens des souffrances du peuple ? Non plus, car ce culte est populaire, et l'idée de rapprocher la construction du mausolée de Tien-An-Men et celle des abris paraitrait presque irrévérencieuse. Simplement, ce qui serait impensable en Occident, est naturel en Chine. Chacun compte sur ses propres forces, même lorsque celles-ci paraissent dérisoires, et il vaillant seul, mais avec une remarquable efficacité — à ce que les conditions minimales de survie soient assurées. L'été dernier déjà, lorsque la première secousse du 28 juillet frappa une population se retrouvant dans la rue sous un bric-à-brac de toiles plus ou moins imperméables et ouvertes à tous les vents, chacun recruta une dose de médicaments préventifs, destinés à écarter les bronchites, infections et troubles gastriques divers.

Le vrai contraste, au fond, est là : entre la santé évidente d'une population de plus de huit cents millions d'habitants, et l'extrême fragilité où elle vit dans son écrasante majorité. Se conformant au style modeste de la République populaire, les dirigeants n'en font aucun mystère. Le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, admet volontiers que de nombreux transports sont encore assurés par des charrettes — souvent des charrettes à bras — et il ne répugne pas à dire récemment devant un visiteur français (1) que si les Chinois ne mouraient plus de faim, ils se nourriraient encore assez mal, et n'étaient dans l'ensemble pas très bien vêtus (2).

La Chine quotidienne n'est pas — ou plutôt pas seulement — celle des satellites artificiels et des essais nucléaires. La dure réalité que l'on connaît bien à Pékin est celle d'un pays sous-développé, où la croissance de l'économie nationale et l'amélioration du niveau de vie se heurtent à de constants obstacles, passages ou de structure.

L'année 1976 a été éprouvante. « Extraordinaire », a dit M. Hsu Kuo-feng en énumérant les deuils, les calamités naturelles, les bouleversements politiques qui l'ont jalonnée. Mais sait-on qu'à Tchengshan, dans les premiers mois de 1977, la force des « répliques » au séisme de cet intermédiaire, en outre, d'entreprendre un véritable travail de reconstruction ? La sécheresse est décrite comme « la pire depuis la fondation de la Chine », et les récoltes de céréales sont en danger dans les provinces qui constituent le traditionnel grenier à blé du pays. Plus au sud, un froid tardif et exceptionnel a affecté les rizières. Si 1976 a été une mauvaise année, 1977 sera sûrement une année agricole difficile. En témoignage déjà les difficultés importantes de l'approvisionnement en viande certains produits — viande notamment — sur le marché chinois.

L'industrie, pour sa part, est touchée par un ralentissement sensible de la croissance. Les chiffres officiels sont rares, mais on peut d'un taux de 7 % pour les six premiers mois de 1977 (c'est-à-dire avant le séisme qui a dévasté les mines et les usines sidérurgiques de Tchengshan-Fengshan) à 10 % en 1976. Les difficultés les plus graves se situent apparemment dans les secteurs clés de l'acier et des transports. Elles sont d'autant plus préoccupantes qu'elles se reproduisent nécessairement dans d'autres domaines, le manque d'acier affectant par exemple la construction des machines-outils et la mécanisation agricole, tandis que la crise des transports entraîne des retards de plusieurs mois dans les livraisons d'équipements d'une province à l'autre.

A ces difficultés matérielles s'ajoutent d'autres, de nature politique et humaine. La nouvelle direction chinoise hérite du corps social qui, s'il a admis sans difficulté et sans doute avec satisfaction dans sa majorité, l'élimination des idéologies « abstraites », n'a pas renoncé à l'acquis pendant la révolution culturelle, et depuis, l'habitude d'un langage, d'un mode de pensée, de comportement, qui ne peuvent changer du jour au lendemain. Pour prendre un exemple concret, comment convaincre les ouvriers que les règlements leur interdisant de fumer de leurs machines, hier dénoncés comme « oppressifs », relèvent en fait d'une organisation « rationnelle » du travail ? Et l'obstacle de la révolution culturelle n'est pas seul en cause, les maux dont souffre la campagne semblent relever d'un courant profondément « dispersé » de la main-d'œuvre, qui trouve meilleur profit à s'engager en dehors des activités agricoles collectives, extension des lopins privés, multiplication des petites médians, aux dépens des champs collectifs, sans parler d'un

pour connaître les dangers d'une mise au pas autoritaire des campagnes. Les rappels fréquents des échecs de la collectivisation rurale en U.R.S.S. suffiraient à convaincre de leur volonté de prudence en ce domaine.

Vétérans et jeunes cadres

Il faut travailler avec les hommes que l'on a. Et la question des cadres se pose, tant au niveau local que central. M. Hsu Kuo-feng, de ce point de vue, fait face à une double contradiction. Son désir de « mobiliser tous les facteurs positifs » le conduit à éviter, pour le moment au moins, de trop grands bouleversements de personnel. Une épuration à grande échelle traiterait d'ailleurs à l'encontre de ses objectifs « d'unité et de stabilité ». Aussi bien, sans de rares exceptions (Changhaï, Yunnan) s'est-il limité à « boucher les trous ». Ce qui veut dire, en pratique, que le nouveau président du parti « hérite » de deux catégories de cadres, les uns et les autres assez mal préparés aux tâches qui les attendent :

— D'une part, les vétérans, hommes dans la soixantaine et au-delà, qui ont souvent souffert de la révolution culturelle et violent avec une évidente satisfaction le régime revenir à une conception plus modérée de la révolution. Ce sont fréquemment des administrateurs capables, respectés. Mais les souvenirs qu'ils conservent du passé, des années de la guerre civile et de la misère sans fond où vival le peuple, les conduisent à une attitude d'esprit assez répandue chez leurs compatriotes de la même génération : la situation est tellement meilleure qu'elle était il y a moins de trente ans que « ce n'est déjà pas si mal » ; sans doute faut-il encore l'améliorer, mais s'il vraiment nécessaire de tant se presser, le peuple n'est d'efforts ? Le feu, après tout, n'est pas à la maison ! Ajoutons que cette inclination à mesurer ses efforts s'allie tout naturellement avec une tendance à l'indifférence correspondante à l'âge des intéressés.

— D'autre part, de « jeunes

Une « base sociale » de la « bande des quatre » ?

Jusqu'où vont les divisions ? Évidemment en province — où les meetings de « lutte » témoignent d'un durcissement depuis le printemps —, ils atteignent très vraisemblablement le comité central du parti. Cet organisme, qui comptait trois cent dix-neuf membres et suppléants à l'issue du 27 congrès, « abstrait » inévitablement l'atmosphère politique qui prévalait à la fin de 1973, époque où M. Wang Hong-wen faisait figure de troisième personnage du régime. Les « quatre » eux-mêmes, dont les esprits ont-ils eu le temps d'évoluer. Pas tous cependant, on ne peut pas ne pas prêter aujourd'hui à critique, sans parler des « quatre » eux-mêmes, les principaux « agents » identifiés, on apprend à l'occasion que de hauts personnages sont localement mis en cause. Ainsi à Wuhan (Hubei), deux membres du comité central, MM. Hsia Pang-yin et Tong Ming-hui, sont-ils vivement critiqués par voie d'affiches — en même temps qu'une bonne moitié de leurs collègues du comité révolutionnaire provincial.

Personne, jusqu'à présent, ne s'est aventuré à donner une analyse un peu sérieuse du phénomène aujourd'hui dénommé « bande des quatre ». On reconnaît à M. Yao Wen-yuan le mérite d'avoir tenté, hardiment, d'expliquer ce qui pouvait être « la base sociale de la cingisme anti-parti de Lin Biao » (3). Ce travail reste à faire en ce qui concerne Mme Chiang Ching-kuo le groupe de Changsha ». La campagne actuelle, qui tend à faire suppo-

pour connaître les dangers d'une mise au pas autoritaire des campagnes. Les rappels fréquents des échecs de la collectivisation rurale en U.R.S.S. suffiraient à convaincre de leur volonté de prudence en ce domaine.

Vétérans et jeunes cadres

cadres — ou relativement jeunes — qui, pour la plupart, ont accédé à des postes de responsabilité à la faveur du grand brassage de la révolution culturelle et qui, sans être forcément des partisans de la « bande des quatre », ont été pétris pendant dix ans d'une propagande « sinon d'une idéologie — aujourd'hui condamnée. Leur mode de pensée s'est formé sous l'égide de dirigeants maintenant déchu, et le mouvement d'étude « à l'envers » qu'on leur impose aujourd'hui a de quoi leur ôter quelque assurance : apprendre que la bourgeoisie n'existe pas « en tant que classe » au sein du parti, que l'édification du socialisme exige celle — préalable — d'une « base matérielle » économique, que l'application de « normes » dans l'industrie ne relève pas d'une « tendance capitaliste » mais d'une gestion « rationnelle » des entreprises, etc. ; autant de notions sur lesquelles il leur faut opérer un virage à 180 degrés. Les problèmes de vocabulaire qui apparaissent dans la presse — et les traductions officielles en langues étrangères — témoignent à leur manière que l'opération ne va pas sans quelques difficultés.

L'insistance du pouvoir à exécuter une « rectification » dans l'ensemble du personnel d'encadrement n'est pas sans poser de graves difficultés se posent du haut en bas de l'appareil du parti et de l'État. Fin février, le premier secrétaire du comité provincial du parti au Kiangsi se plaignait ouvertement que « le moral des masses demeure bas », qu'il existe encore « des gens qui prennent le même chemin que la « bande des quatre » et qu'une lutte aiguë et complexe se poursuit dans certaines unités ». Ailleurs, on déplore une tendance à juger qu'on a « assez critiqué » et à retrouver le confort d'une tranquillité routine.

Prochain article :

L'ORDRE ET LA PRODUCTION

(1) M. André Colin, président de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale du Sénat.
(2) Il semble que M. Li Hsien-nien ait surtout pensé au monde rural, les rures de Pékin, Changhaï, Canton offrant le spectacle de gens habillés, sinon avec une grande diversité, du moins avec une certaine « nouveauté ».
(3) Le Drapeau rouge, mars 1976.

Prochain article :

L'ORDRE ET LA PRODUCTION

(1) M. André Colin, président de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale du Sénat.
(2) Il semble que M. Li Hsien-nien ait surtout pensé au monde rural, les rures de Pékin, Changhaï, Canton offrant le spectacle de gens habillés, sinon avec une grande diversité, du moins avec une certaine « nouveauté ».
(3) Le Drapeau rouge, mars 1976.

LE MARQUIS
19/21, rue Cambronne, Paris 15^e

• 2 pièces : 6.600 F le m²
• 4 pièces : 6.300 F le m²

appartement-témoin et bureau de vente sur place, tous les jours de 14 h à 19 h 30
Tél. 783.64.32

ior & CIE S.A.
Tél. : 766.25.32

*prix moyen; tarif au 10.06.76

REJNEV
E MONDE ET SON AVENTURE

1 volume de 280 pages — 477

IONS DE LA TABLE RONDE

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le statut des auxiliaires maternelles : la majorité dénonce « le danger de collectivisme »

Mardi 5 avril, à 16 heures, M. Edgar Faure prononce les vœux funéraires d'Albert Bignon, député de la Charente-Maritime, et d'Henri Landrin, député du Morbihan, décédés pendant l'inter-séance. M. Christian Fouchet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, assiste au gouvernement à ces hommages.

M. Brocard (R.I.) ayant remplacé M. Edgar Faure à la présidence, les députés entrent en séance à 17 heures. Le projet de loi relatif aux auxiliaires maternelles, adopté le 23 avril 1976, en première lecture, par le Sénat, est l'objet d'un débat. Un amendement sera déposé par M. Brocard, qui assure que le projet de loi n'a pas été voté à l'unanimité, mais qu'il a été adopté à la majorité.

« Le gouvernement, qui entend favoriser le développement des crèches, s'oppose vigoureusement à toute idée de monopole au profit d'organismes publics ou privés », déclare M. Brocard. « On ne peut que s'interroger sur les arrière-pensées de ceux qui préconisent un système qui nous engagerait tout droit sur la voie d'une socialisation de l'éducation des très jeunes enfants, voie qui réduirait à néant la majorité des Français. »

« Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte un amendement de la commission substituant à la dénomination d'« auxiliaire maternelle » celle d'« auxiliaire familiale ». M. Hamel souligne que l'on n'exclut pas la possibilité pour les hommes de remplir cette fonction. Suggestion retenue par Mme Veil. Un amendement de M. Brocard précise que l'expérience antérieure de l'auxiliaire maternelle sera prise en considération pour l'octroi de l'agrément. Mme Moreau propose ensuite que l'auxiliaire ne puisse être employée que par des personnes morales, de droit public ou de droit privé. Elle affirme qu'ainsi le libre choix des parents serait respecté et qu'il ne s'agit nullement d'écarter le placement collectif. M. Brocard propose de son côté que, pour la durée de sa mission, l'auxiliaire puisse être rattachée à un organisme employeur. M. DELANEAU (R.I., Indre-et-Loire) dénonce « les dangers d'un dérapage vers l'intégration dans un système collectiviste ». Il critique la suppression de la totalité des prestations familiales et une aide financière, opinion partagée par Mme Veil, qui s'oppose « formellement » à l'amendement de Mme Moreau ainsi qu'aux propositions de M. Brocard.

La séance est levée à 18 h 55, en dépit des protestations des députés communistes qui entendaient voir l'Assemblée se prononcer sur le projet de loi de finances rectifié. Le débat, qui avait été annoncé pour la mi-avril, a été retardé en raison du voyage de M. Giscard d'Estaing d'effectuant à Dakar, où il présidera, les 21 et 22 avril, le sommet franco-africain. Ce n'est qu'après ce débat que les députés examineront le projet de loi de finances rectifié pour 1977. M. Fouchet a également indiqué que l'Assemblée se prononcera, le jeudi 21 avril, sans débat, sur la publication éventuelle du rapport de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises publiques ou privées de construction aéronautique.

Répondant aux questions des journalistes, M. Fouchet a estimé que la session de printemps serait « animée » et que son bilan devrait être « particulièrement positif ». Il a indiqué que, en dépit d'un ordre du jour chargé, le gouvernement laisserait venir en discussion des textes d'origine parlementaire.

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, demande, dans une lettre ouverte au premier ministre, « de faire inscrire à l'ordre du jour de la présente session le rapport Garçon, portant le numéro 1056, en vue de faire voter dans 5 mois une loi relative à la loi du 11 novembre ».

Les six commissions permanentes de l'Assemblée nationale ont procédé, mardi matin 5 avril, au renouvellement de leur bureau. Les députés de l'opposition n'ont pas participé au vote en raison du refus opposé par ceux de la majorité à leur demande d'élaborer une représentation proportionnelle des groupes dans les bureaux des commissions permanentes.

Affaires culturelles, familiales et sociales :
Président : M. Henry Berger (R.P.R., Côte-d'Or).

Vice-présidents : MM. Jean Briand (R.P., Arveyros), René Caille (R.P., Rhône), Antoine Glessinger (R.P., Haut-Rhin), Louis Joanne (R.I., Charente-Maritime).

Secrétaires : MM. Marcel Bérard (R.P., Pas-de-Calais), Alexandre Bolo (R.P., Loire-Atlantique), Jean Delanau (R.I., Indre-et-Loire), Pierre-Roger Gausson (R.P., Loire).

Affaires étrangères :
Président : M. Maurice Couve de Murville (R.P., Paris).

Vice-présidents : MM. Xavier Deniau (R.P., Loire), Jean Seillinger (R.P., Moselle), Roger Crespin (R.P., Marne).

Secrétaires : MM. Edouard Frédéric-Dupont (R.P., Paris), Claude-Gérard Marcus (R.P., Indre-et-Loire), Claude Roux (R.P., Paris).

Défense nationale et forces armées :
Président : M. Raymond Dronne (R.P., Sarthe).

Vice-présidents : MM. Michel d'Aillières (R.I., Sarthe), Michel de Beaumont (R.P., Finistère), Roger Crespin (R.P., Marne).

Secrétaires : MM. Yves de Kerveguen (R.I., Val-d'Oise), Jean-Paul Mourat (R.P., Indre), Robert Valbrun (R.P., Nord).

Finances, économie générale et Plan :
Président : M. Fernand Icart (R.I., Alpes-Maritimes).

Rapporteur général : M. Maurice Papon (R.P., Cher).

Vice-présidents : MM. Rémy Montagne (R.P., Eure), Pierre Ribes (R.P., Yvelines), Louis Sallé (R.P., Loire).

Secrétaires : MM. Robert Bisson (R.P., Calvados), Pierre Cornet (R.P., Ardèche), André Georges Voisin (R.P., R.P., Indre-et-Loire).

Lois constitutionnelles, législation et administration générale de la République :
Président : M. Jean Foyer (R.P., Maine-et-Loire).

Vice-présidents : MM. Claude Gerbet (R.I., Eure-et-Loire), Marc Lauriol (R.P., Yvelines), Jacques Piot (R.P., Yonne).

Secrétaires : MM. Henri Baudouin (R.I., Manche), Georges Donnes (R.P., Nord), Xavier Hanauld (non-inscrit, Loire-Atlantique), non-inscrit, Loire-Atlantique).

Le renouvellement des bureaux des commissions

Les six commissions permanentes de l'Assemblée nationale ont procédé, mardi matin 5 avril, au renouvellement de leur bureau. Les députés de l'opposition n'ont pas participé au vote en raison du refus opposé par ceux de la majorité à leur demande d'élaborer une représentation proportionnelle des groupes dans les bureaux des commissions permanentes.

Affaires culturelles, familiales et sociales :
Président : M. Henry Berger (R.P.R., Côte-d'Or).

Vice-présidents : MM. Jean Briand (R.P., Arveyros), René Caille (R.P., Rhône), Antoine Glessinger (R.P., Haut-Rhin), Louis Joanne (R.I., Charente-Maritime).

Secrétaires : MM. Marcel Bérard (R.P., Pas-de-Calais), Alexandre Bolo (R.P., Loire-Atlantique), Jean Delanau (R.I., Indre-et-Loire), Pierre-Roger Gausson (R.P., Loire).

Affaires étrangères :
Président : M. Maurice Couve de Murville (R.P., Paris).

Vice-présidents : MM. Xavier Deniau (R.P., Loire), Jean Seillinger (R.P., Moselle), Roger Crespin (R.P., Marne).

Secrétaires : MM. Edouard Frédéric-Dupont (R.P., Paris), Claude-Gérard Marcus (R.P., Indre-et-Loire), Claude Roux (R.P., Paris).

Défense nationale et forces armées :
Président : M. Raymond Dronne (R.P., Sarthe).

Vice-présidents : MM. Michel d'Aillières (R.I., Sarthe), Michel de Beaumont (R.P., Finistère), Roger Crespin (R.P., Marne).

Secrétaires : MM. Yves de Kerveguen (R.I., Val-d'Oise), Jean-Paul Mourat (R.P., Indre), Robert Valbrun (R.P., Nord).

Finances, économie générale et Plan :
Président : M. Fernand Icart (R.I., Alpes-Maritimes).

Rapporteur général : M. Maurice Papon (R.P., Cher).

Vice-présidents : MM. Rémy Montagne (R.P., Eure), Pierre Ribes (R.P., Yvelines), Louis Sallé (R.P., Loire).

Secrétaires : MM. Robert Bisson (R.P., Calvados), Pierre Cornet (R.P., Ardèche), André Georges Voisin (R.P., R.P., Indre-et-Loire).

Lois constitutionnelles, législation et administration générale de la République :
Président : M. Jean Foyer (R.P., Maine-et-Loire).

Vice-présidents : MM. Claude Gerbet (R.I., Eure-et-Loire), Marc Lauriol (R.P., Yvelines), Jacques Piot (R.P., Yonne).

Secrétaires : MM. Henri Baudouin (R.I., Manche), Georges Donnes (R.P., Nord), Xavier Hanauld (non-inscrit, Loire-Atlantique), non-inscrit, Loire-Atlantique).

Production et échanges :
Président : M. Jacques Fouchier (R.P., Deux-Sèvres).

Vice-présidents : MM. Jean Bégat (R.P., Maine-et-Loire), Jean Chambon (R.P., Pas-de-Calais), Bertrand Denis (R.I., Mayenne), René La Combe (R.P., Maine-et-Loire).

Secrétaires : MM. Gaston Girard (R.P., Loiret), André Martin (R.P., Seine-Maritime), Gilbert Mathieu (R.I., Côte-d'Or), Pierre Weissenhorn (R.P., Haut-Rhin).

Le R.P.R. propose une série de mesures pour améliorer la politique de l'emploi

Les membres du bureau et du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale se sont réunis mardi 5 avril. M. Claude Labbé, président du groupe, a rendu compte de ces deux rencontres en indiquant qu'elles avaient donné lieu à un large débat, et pour la première à un « tour de table ». Il a indiqué que ses collègues souhaitent que « l'union de la majorité se fasse très clairement et sans aucune rancune », ajoutant que « sans unité, la majorité ne pourrait l'emporter, et qu'aucune formation politique ne pouvait à elle seule espérer gagner ».

Estimant qu'ils n'avaient pas à faire de commentaires sur la composition du gouvernement « puis-que les ministres y résistent à titre personnel et ne représentent pas leurs partis respectifs », les députés R.P.R. se sont gardés, selon M. Labbé, « d'adopter une attitude dure à l'égard du gouvernement ». Aucune décision n'a été arrêtée au cours de cette séance. Une prochaine réunion, qui se tiendra le 19 avril, arrêtera une position avant la présentation du plan d'action du gouvernement.

Après avoir examiné un rapport sur l'emploi des jeunes, du secrétaire du mouvement, M. Jérôme Monod, le conseil politique a approuvé un ensemble de huit mesures destinées à rénover la politique de l'emploi dont l'élaboration doit constituer une priorité absolue de la politique économique.

Le conseil politique du R.P.R. propose notamment que « soient regroupés au niveau régional l'ensemble des compétences et des moyens qui sont actuellement dispersés entre diverses administrations ou organismes qui traitent des problèmes de l'emploi ». L'instance régionale qui serait ainsi créée « aurait vocation à ajuster les offres et les demandes d'emploi, ainsi qu'à coordonner l'orientation et la formation professionnelles ».

Le R.P.R. souhaite également que, « pendant la première année de travail, l'Etat prenne à sa charge les cotisations sociales patronales afférentes à l'emploi de tout jeune âgé de seize à vingt ans ».

A plus long terme, a estimé le conseil politique, « l'action doit être conduite dans trois directions » : — Définir une planification démocratique qui identifie les secteurs économiques créateurs d'emplois et prévoit les moyens nécessaires à leur développement ; — Transformer le système éducatif, dont l'une des missions prioritaires doit devenir l'insertion des jeunes dans la vie active ; — Mettre au point les modalités permettant d'instituer un véritable droit au premier emploi pour tous les jeunes.

Le R.P.R. indique que ces mesures seront l'objet de propositions de loi.

M. Giscard d'Estaing a reçu mardi 5 avril M. Bernard Clavier, gouverneur de la Banque de France, venu déposer le compte rendu annuel des opérations de la Banque de France pour l'exercice 1976. Le président de la République a reçu aussi, en fin de matinée, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture dans le précédent gouvernement.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

pour « améliorer l'image de marque » du mouvement — notamment par des propositions de loi — et « des prises de position systématiques sur tous les problèmes d'actualité ». L'ancien premier ministre a précisé que pour une grande part, la préparation des élections législatives se fera sous la direction de M. Yves Guéna (assisté de M. Toubon).

M. Labbé a annoncé que son groupe tiendra, dans une quinzaine de jours, une réunion consacrée à la question de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée nationale à huis clos, mardi soir, sous la présidence de M. Chirac, le conseil politique du R.P.R. a procédé à un examen de la situation politique et des problèmes de l'emploi. Le maire de Paris a interrogé les participants sur l'attitude que devait prendre le R.P.R. face aux initiatives du gouvernement. Aucune décision n'a été arrêtée au cours de cette séance. Une prochaine réunion, qui se tiendra le 19 avril, arrêtera une position avant la présentation du plan d'action du gouvernement.

Après avoir examiné un rapport sur l'emploi des jeunes, du secrétaire du mouvement, M. Jérôme Monod, le conseil politique a approuvé un ensemble de huit mesures destinées à rénover la politique de l'emploi dont l'élaboration doit constituer une priorité absolue de la politique économique.

Le conseil politique du R.P.R. propose notamment que « soient regroupés au niveau régional l'ensemble des compétences et des moyens qui sont actuellement dispersés entre diverses administrations ou organismes qui traitent des problèmes de l'emploi ». L'instance régionale qui serait ainsi créée « aurait vocation à ajuster les offres et les demandes d'emploi, ainsi qu'à coordonner l'orientation et la formation professionnelles ».

Le R.P.R. souhaite également que, « pendant la première année de travail, l'Etat prenne à sa charge les cotisations sociales patronales afférentes à l'emploi de tout jeune âgé de seize à vingt ans ».

A plus long terme, a estimé le conseil politique, « l'action doit être conduite dans trois directions » : — Définir une planification démocratique qui identifie les secteurs économiques créateurs d'emplois et prévoit les moyens nécessaires à leur développement ; — Transformer le système éducatif, dont l'une des missions prioritaires doit devenir l'insertion des jeunes dans la vie active ; — Mettre au point les modalités permettant d'instituer un véritable droit au premier emploi pour tous les jeunes.

Le R.P.R. indique que ces mesures seront l'objet de propositions de loi.

M. Giscard d'Estaing a reçu mardi 5 avril M. Bernard Clavier, gouverneur de la Banque de France, venu déposer le compte rendu annuel des opérations de la Banque de France pour l'exercice 1976. Le président de la République a reçu aussi, en fin de matinée, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture dans le précédent gouvernement.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

M. Barre aux préfets : six ans de programme commun
minier vingt ans d'attente

Le conseil politique du R.P.R. a procédé à un examen de la situation politique et des problèmes de l'emploi. Le maire de Paris a interrogé les participants sur l'attitude que devait prendre le R.P.R. face aux initiatives du gouvernement. Aucune décision n'a été arrêtée au cours de cette séance. Une prochaine réunion, qui se tiendra le 19 avril, arrêtera une position avant la présentation du plan d'action du gouvernement.

Après avoir examiné un rapport sur l'emploi des jeunes, du secrétaire du mouvement, M. Jérôme Monod, le conseil politique a approuvé un ensemble de huit mesures destinées à rénover la politique de l'emploi dont l'élaboration doit constituer une priorité absolue de la politique économique.

Le conseil politique du R.P.R. propose notamment que « soient regroupés au niveau régional l'ensemble des compétences et des moyens qui sont actuellement dispersés entre diverses administrations ou organismes qui traitent des problèmes de l'emploi ». L'instance régionale qui serait ainsi créée « aurait vocation à ajuster les offres et les demandes d'emploi, ainsi qu'à coordonner l'orientation et la formation professionnelles ».

Le R.P.R. souhaite également que, « pendant la première année de travail, l'Etat prenne à sa charge les cotisations sociales patronales afférentes à l'emploi de tout jeune âgé de seize à vingt ans ».

A plus long terme, a estimé le conseil politique, « l'action doit être conduite dans trois directions » : — Définir une planification démocratique qui identifie les secteurs économiques créateurs d'emplois et prévoit les moyens nécessaires à leur développement ; — Transformer le système éducatif, dont l'une des missions prioritaires doit devenir l'insertion des jeunes dans la vie active ; — Mettre au point les modalités permettant d'instituer un véritable droit au premier emploi pour tous les jeunes.

Le R.P.R. indique que ces mesures seront l'objet de propositions de loi.

M. Giscard d'Estaing a reçu mardi 5 avril M. Bernard Clavier, gouverneur de la Banque de France, venu déposer le compte rendu annuel des opérations de la Banque de France pour l'exercice 1976. Le président de la République a reçu aussi, en fin de matinée, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture dans le précédent gouvernement.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Répondant ensuite à M. CLUZET (Un. centr., Allier), le ministre a souligné que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

Le Sénat a entendu mardi 5 avril les réponses des ministres à plusieurs questions orales. A M. BLANC (Un. centr., Savoie), qui l'interrogeait sur la suite donnée aux propositions de la Fédération française de camping et de caravanning, M. MEHAGNERIE, ministre de l'Agriculture, a indiqué qu'il allait procéder à l'avenant que la création de lacs collinaires, qui permettent le stockage de l'eau, entre dans la catégorie des travaux dont la décision dépend des préfets régionaux.

VIENDE PARAITRE

No 2

La lettre

de Michel Debré

Face aux incertitudes économiques, aux tensions sociales, aux hésitations de certains responsables, Michel Debré vous propose chaque mois, à la lumière de son expérience, ses réflexions sur les événements et sur les choix qui engagent l'avenir de notre pays.

« Une forme nouvelle d'un combat nécessaire. » M.D.

Abonnements (11 numéros) sur simple demande à adresser à : la lettre de Michel Debré, 5, rue de l'Université - 75007 Paris.

Nom :

Adresse :

Joindre 100 F. par chèque, mandat ou C.C.P.

N.B. Votre abonnement n'a en aucune façon la valeur d'un engagement politique.

Gastronomie à l'Auberge du XVIII

« Les Filets de St-Pierre »



L'Auberge du XVIII est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

8, rue Caulaincourt - Paris 18^e. Tél. 387.64.78. Ferm

[illegible]

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

THE DEPENDENT VARIABLE: COUNTRY-LEVEL INFLUENCE

POLITIQUE

POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le CERES estime que le P.S. ne doit pas renouveler son accord avec les radicaux de gauche

La minorité du parti socialiste (le CERES), animée par M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, s'est livrée à une analyse du résultat des élections municipales. Elle estime que la décision de constituer des listes d'union de la gauche, qui a été prise — sous sa pression — lors du congrès socialiste de Dijon en mai 1976, s'est révélée positive. En revanche, elle s'inquiète du développement d'un électoral marginal (le jobertisme, le jobisme) qui lui semble traduire une certaine insatisfaction face à la gauche. Elle explique notamment ce phénomène par l'attitude prise par le P.S. depuis 1974, c'est-à-dire depuis que le CERES ne participe plus au secrétariat national du parti.

Selon le CERES, depuis cette date, « le P.S. s'est exécutivement employé à rassurer, à banaliser, à tranquilliser ». Les minoritaires ajoutent :

« Après avoir beaucoup en-

grangé, le P.S. a maintenant plus à perdre qu'à gagner. La relance de l'union, notamment sur le plan de la réactualisation du programme commun, peut apporter une première réponse. Mais la relance du parti, la réorientation de son projet autogestionnaire, un fonctionnement plus démocratique et une intervention plus insistent sur tous les terrains constituent la deuxième voie de la réponse qu'il nous importe — à la veille du congrès de juin — de proposer au parti tout entier. »

En ce qui concerne le fonctionnement démocratique du P.S., le CERES estime que le choix des candidats a trop souvent été guidé par « des considérations » qui, selon les minoritaires, ont conduit à « des décisions partiales prises au terme d'arbitrages entre les différents secteurs de la majorité du parti ». Le CERES se plaint notamment que certains de ses membres se soient trouvés « éliminés arbitrairement » du fait du « sectarisme » des courants du P.S., notamment à Poissy, Méry-sur-Seine, Beauvais et Angers.

Les minoritaires du parti socialiste tirent des résultats du scrutin municipal une autre série de conclusions. Ils estiment qu'indépendamment du P.C.F. et du P.S., « les autres » familles de la gauche n'ont pas réussi à s'imposer. « Les radicaux de gauche, expliquent-ils, malgré quelques acrobies, n'ont pu capitaliser, sauf exception, leurs investissements électoraux. L'idée suivant laquelle les élections législatives de 1978 ne feront pas reconstruire la tactique intérieure de l'U.G.S.D. a sans aucun doute cheminé au sein du P.S. »

L'U.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocrate) regroupe au niveau national le P.S. et le M.R.G. Dans les élections législatives de 1973, les deux partis avaient distribué des investissements — « dès le premier tour — de scrutin et s'étaient donc préalablement partagés les circonscriptions. A l'époque, le CERES s'était déjà opposé à l'attribution de ces huit circonscriptions aux radicaux de gauche.

Des négociations sont à nouveau engagées entre radicaux de gauche et socialistes en vue de reconstruire l'accord de 1973. Le CERES n'est pas pour se prêter à la poursuite de cette tactique.

Le général François Binoche et six autres gaullistes d'opposition, qui avaient été candidats dans les Alpes-Maritimes sur les listes de l'union de la gauche lors des élections municipales, proposent d'organiser, à Nice, un congrès national du gaullisme d'opposition. Ils fixent pour objectif à ce congrès « de réaliser à plein la quatrième composante de la gauche unie ».

RELIGION

Un vœu du Père Bernard Feillet

APaiser la « CRISPATION » ET L'« ANGOISSE » DES TRADITIONALISTES DE SAINT-NICOLAS

Le Père Bernard Feillet, vicaire de la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, interviewé par l'hebdomadaire « Elle » (4 avril) sur l'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, a répondu notamment :

« Je pense que cette occupation révèle un grand désir de pouvoir catholique dans des lieux considérés comme sacrés. Elle traduit aussi le souci de ces croyants d'être reconnus comme témoins d'une certaine Église. Enfin, au-delà des querelles liturgiques, la crispation du mouvement témoigne de l'angoisse de perdre les certitudes, les « situations de la foi », qu'appartient des dogmes non discutés. »

« Je souhaiterais que ces croyants soient reconnus dans leur opposition au concile Vatican II et qu'ils puissent être paisiblement schismatiques. Nous sommes actuellement traumatisés par le mot schisme. Ne voudrait-il pas alors reconnaître au mythe de l'unité des chrétiens pour favoriser l'échange entre des Églises chrétiennes qui n'ont peut-être pas la même conception de l'homme et de Dieu ? »

UN COMMANDO DE JEUNES S'ATTAQUE À L'ÉGLISE SAINT-MERRI

Un commando d'une vingtaine de jeunes gens, accompagnés d'un prêtre en soutane, a fait irruption, le 5 avril, au fin d'après-midi, dans l'église Saint-Merri, à Paris (4).

Les attaquants ont tracé avec de la peinture noire différentes inscriptions sur les murs. Ils ont également détruit tous les panneaux qui se trouvaient à l'intérieur de l'église, ainsi qu'une fresque faite par les paroissiens sur le thème de la reconstruction. L'abbé Maillard de la Morandais, responsable du centre pastoral Beaubourg, qui englobe les trois églises Saint-Merri, Saint-Gervais et Saint-Léon-Saint-Ouen, a estimé le montant des dégâts à 5 000 francs, et il a signé les attaques parmi les catholiques traditionalistes.

Selon l'abbé Maillard de la Morandais, cette opération fait suite aux vingt-quatre heures de « solidarité » envers les Églises opprimées de l'Amérique du Sud, tenues les 25 et 26 mars dernier à Saint-Merri.

Le centre pastoral Beaubourg a une mission de libération, notamment liturgique, a déclaré l'abbé Maillard de la Morandais. Cette mission peut prendre une dimension politique, mais elle ne se transforme jamais en propagande partisane, quant aux dangers qui se sont déchaînés à Saint-Merri pendant ces vingt-quatre heures de solidarité, et que certains nous reprochent, c'étaient des dangers folkloriques religieux chiliens.

ÉDUCATION

Le bonheur rustique de l'instituteur-secrétaire de mairie

De notre envoyée spéciale

Avignon. — L'instituteur-secrétaire de mairie est un personnage de tradition. Avec le curé, c'était autrefois l'homme le plus instruit et le principal animateur du village. La fermeture des écoles rurales et l'élévation générale du niveau d'instruction ont réduit le nombre : aujourd'hui, il ne reste que sept mille cinq cents instituteurs-secrétaires de mairie. Quant au curé, « il ne compte plus, c'est dépassé », affirme un des cent cinquante instituteurs-secrétaires de mairie réunis en congrès à Avignon, du 3 au 7 avril, pour débattre notamment du « projet Guichard » de « développement des responsabilités locales ». Projet auquel ils sont très hostiles.

Directeur d'une école intercommunale à Albedun-Lagarde (Tarn-et-Garonne, six cents habitants), aux portes de Montau-

ban, M. Mieulet, quarante-cinq ans, est devenu secrétaire de mairie il y a treize ans parce que, « sa femme ne travaillant pas », un salaire d'instituteur n'était pas suffisant : cela lui rapporte aujourd'hui 2 000 F par mois pour vingt-deux heures de travail par semaine.

Dans ce village, où il habite depuis sa naissance, le maire est agriculteur. Tous les mardis, trois soirs par semaine, et « chaque fois que c'est nécessaire », M. Mieulet est de permanence à la mairie. Il prépare le budget communal, s'occupe de l'aide sociale, de la cantine scolaire, de l'assainissement, établit les cartes grises, les permis de chasse, les cartes de séjour, tient le registre d'état civil, répond aux demandes de renseignements. Bref, tout le travail administratif lui revient.

« Rendre service aux gens »

Bien qu'il se présente comme un « dévoué », il salue avec une influence sur certaines « orientations » de la commune, et notamment sur celles qui concernent l'école. « Nous tenons les ficelles », explique M. Mieulet. Nous sommes plus que le maire en contact avec la population. On se rencontre au café. Et les parents d'élèves sont d'anciens copains de classe. » Grâce à lui, par exemple, l'école du village a été regroupée avec celle d'un hameau voisin. « Dans une petite commune », explique-t-il d'autre part, la seule condition pour que l'école rurale continue de vivre, c'est que l'instituteur soit secrétaire de mairie : il est mieux payé et il reste. »

M. Mieulet s'inquiète de voir la relève de moins en moins assurée par des instituteurs à qui on propose d'être des « cumulards ». Pourtant la tâche de secrétaire de mairie est ardue. « Il est difficile de

partir plus de huit jours de suite en congé, même en été, précise sa femme. On est souvent dérangé le soir pendant le dîner. Mais, ajoute-t-elle, « c'est agréable de rendre service aux gens ».

Son mari, lui, est plus heureux d'être secrétaire de mairie qu'instituteur. « C'est plus varié, on voit ce qu'on fait, ce qui n'est pas toujours le cas avec les enfants. Et puis le travail d'instituteur n'est plus aussi considéré qu'autrefois dans le village. » Son fils aîné a passé, avec succès, le concours d'entrée à l'école normale d'instituteurs. Mais M. Mieulet ne souhaite pas qu'il devienne instituteur, « sauf s'il épouse une institutrice » : heureux, il est cependant nostalgique. « Instituteur, c'était une grosse situation — pour ce fils de paysan, mais aujourd'hui — on juge les gens sur le salaire qu'ils gagnent ».

CATHERINE ARDITI.

Manifestations de coopérants en Algérie. — Près de trois cents coopérants de différentes nationalités, sauf des pays de l'Est et du Proche-Orient, ont commencé, samedi 3 avril, à l'université de Constantine, une grève de huit jours reconductible pour obtenir notamment le paiement rapide de leurs traitements. D'autre part, l'ambassadeur de France à Alger a reçu, lundi 4 avril, une délégation des enseignants algériens et des parents d'élèves en Algérie, et leur a annoncé qu'il transmettrait leurs revendications.

(Le Monde, du 1^{er} avril.) Il a confirmé que les droits de scolarité augmenteraient effectivement de 60 % à la rentrée prochaine, mais il a indiqué que le décret concernant la titularisation des professeurs de collège enseignant à l'étranger a été publié au Journal officiel du 2 avril.

L'ambassadeur a autorisé les enseignants, au nombre d'une centaine, qui accompagnent la délégation, à se rassembler dans la cour de la mission culturelle.

Mme SAUNIER-SEITÉ DÉNONCE L'ADMINISTRATION « PLÉTHORIQUE ET ÉTOUFFANTE » DU C.N.R.S.

« L'opinion publique a oublié de plus en plus que les universités étaient les hauts lieux de la recherche, pour n'avoir que l'image d'universités agitées et contestataires. Les crédits sont allés de plus en plus aux organismes de recherches orientées, de moins en moins directement aux universités », déclare Mme Alice Saunier-Seité dans une interview publiée par France-Soir.

Expliquant le rôle de la mission de la recherche, créée l'été dernier, et qui devra notamment veiller, dans le domaine de la recherche, « à une certaine cohérence de l'ensemble de la carte universitaire », la secrétaire d'État aux universités indique notamment : « Je voudrais éviter de tomber dans ce que je considère comme une erreur du C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique), c'est-à-dire une administration pléthorique et étouffante. Aussi ai-je créé la mission de la recherche, aux structures plus souples et plus adaptées à l'autonomie des universités. »

LE PARTI SOCIALISTE PREND LA DÉFENSE DE L'UNIVERSITÉ DE VINCENNES

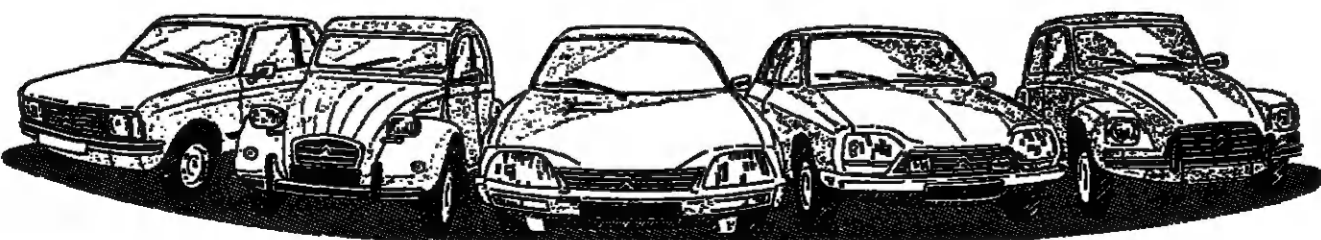
Après le parti communiste, le parti socialiste apporte son soutien à l'expérience de l'université de Paris-VIII de Vincennes. « Les intentions du secrétariat d'État aux universités, déclare-t-il dans un communiqué, sont de mettre fin à une des rares expériences qui permettent de réconcilier l'université et les travailleurs. Une telle démarche s'inscrit parfaitement dans la stratégie globale d'un gouvernement orienté d'abord contre les intérêts des travailleurs. Le parti socialiste rappelle qu'il est favorable à l'ouverture des universités aux travailleurs (...). »

Le P.S. estime également que « le problème posé ne consiste pas à choisir entre Vincennes et le projet d'une nouvelle université à Marne-la-Vallée ». « Les socialistes ne sauraient qu'être favorables au renforcement du potentiel universitaire dans l'est de la région parisienne, mais ils se refusent à ce que le prix payé soit l'aspersion de l'expérience de Vincennes. »

Une antenne de l'Institut d'études mexicaines du Centre universitaire de Perpignan a été récemment créée à la Maison de la culture de San-Luis-Potosi, ville située à environ 460 kilomètres de Mexico. Le gouvernement fédéral mexicain accorde chaque année deux bourses en faveur de chercheurs européens de l'Institut.

Citroën côté face.

(Tout le monde connaît)



هكذا من الأصل

JEUNESSE

ÉDUCATION

La participation des étudiants aux élections universitaires a baissé en 1976-1977

La participation des étudiants aux élections universitaires, après une brève remontée, vient de reprendre son mouvement descendant, entamé dès 1970 : 31,2 % en 1970-1971 ; 27,4 % en 1971-1972 ; 25 % en 1972-1973 ; et 24,8 % en 1974-1975. Elle avait remonté en 1975-1976 à 28 % des étudiants inscrits pour les élections aux conseils des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.), et des résultats partiels avaient laissé prévoir 30 % ou 32 % cette année (le Monde du 3 décembre 1976). En fait, les chiffres définitifs révèlent une nouvelle baisse de la fréquentation des urnes.

Selon l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), seuls 26 % des étudiants (151.850 sur 586.915 inscrits) (1) auraient voté pour être leurs délégués aux conseils d'U.E.R., entre décembre et fin janvier. Cette baisse est aussi sensible en province (30,8 % contre 32,5 % en 1975-1976) que dans les universités parisiennes (18 % contre 20,5 %).

Retour à l'indifférence ? Il semble que le souvenir des graves de 1976 ait largement influencé les étudiants. L'UNEF, organisation majoritaire dans les conseils, semble avoir été la plus frappée par le contre-coup des mouvements de l'an dernier. Elle n'obtient, en effet, que 53 % des suffrages exprimés, contre 65 % en 1975-1976. Cette baisse est surtout sensible dans des villes où cette organisation avait été particulièrement implantée. C'est le cas à Aix-en-Provence (de 4.000 voix en 1975-1976 à 2.300), à Lille (de 4.400 à 3.900), à Toulouse

L'activité du MAS

Le MAS (Mouvement d'action syndicale, proche de la C.F.D.T.), qui avait été particulièrement actif au cours des graves du printemps, obtient, en effet, 6,5 % des voix (contre 4,2 % des suffrages en 1975-1976). Le MAS estime que quinze mille étudiants ont soutenu ses candidats. Le COSEP (Comité pour un syndicat des étudiants de France), socialiste, double ses voix sans atteindre une « masse critique ». Il passe de 0,33 à 0,8 % des voix.

En revanche, les listes de l'UNI (Union nationale interuniversitaire), du CLEF (Comité de liaison des étudiants de France), de la FNEP (Fédération nationale des étudiants de France) et leurs alliés locaux — que l'UNEF regroupe sous le vocable « pro-gouvernemental », que les intéressés refusent résolument — auraient aussi perdu des voix, passant de 23,8 % en 1975-1976, à 21,7 % en 1976-1977.

(1) Ne sont pas comptés dans ce chiffre des inscrits, les élèves des classes préparatoires, des grandes écoles non dotées du statut d'U.E.R., des écoles d'architecture et des beaux-arts.

TÉMOIGNAGE

Le découragement d'un « lycéen moyen »

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs, âgé de seize ans, un témoignage sur les « deux interminables années » qu'il a passées dans un lycée de la banlieue parisienne « de bonne conscience et de bonne renommée ». Ce lecteur, qui se qualifie de « lycéen moyen », raconte pourquoi, entré dans cet établissement par la voie royale (la section C), il l'a finalement

On sait que la section C a une signification quasi mythique pour les élèves, les parents et pour nous les « jeunes » à la recherche d'une place au soleil dans cette civilisation technocratique que tout le monde critique et où personne ne fait un effort authentique pour changer quoi que ce soit (...).

La classe à laquelle j'appartenais formait un groupe sans cohésion véritable et assez hétérogène en ce qui concerne l'âge, le « niveau », les attitudes et les besoins, les élèves subissant la loi de la pesanteur où tout est figé en bon ordre, dans le désordre.

Enregistrant passif, automatiquement, l'élève a un sentiment d'abandon, de solitude dans un néant bien rempli où tout semble rester toujours immobile et inchangeable. L'enseignement est le plus souvent bâclé. On est acteur sur une scène où l'on n'agit pas. On se sent manœuvré par des manipulateurs manœuvrés eux-mêmes par une mécanique invisible.

Elèves et professeurs s'ennuient. Le contact entre eux est inexistant, exception faite du professeur de français, seul rayon de lumière dans les ténèbres d'une pédagogie d'un autre âge. La tentative de demander des éclaircissements après le cours, d'exprimer ses propres opinions — ce qui serait contraire à toute

Prisonnier

On ne peut demander l'impossible. L'enseignant n'a pas le temps de s'occuper de chaque cas individuellement et de prendre en considération les problèmes « psychopédagogiques ». Il enseigne et c'est tout. Mais il est certain qu'il existe une malaise profond, et chez les enseignants et chez les élèves, formant un groupe qui vit en vase clos et replié sur lui-même. L'atmosphère est étouffante. Il semble que la non-participation, la sanction soient les éléments fondamentaux sur lesquels repose la vie du groupe. Quant à la directrice omnipotente, elle règne, décide

quitté, gagné par le « découragement » et par l'« ennui », pour un autre lycée et une filière moins « noble ».

Ces derniers, en revanche, subissent cela sans réagir, restent leurs enfants entièrement responsables de leurs échecs ou demi-échecs, prêchent et moralisent inlassablement et ne craignent plus que la vengeance de cette divinité redoutable nommée baccalauréat qui détermine — croient-ils inévitablement — l'avenir de leur progéniture. Sous la pression des circonstances, ils se sentent obligés d'accommoder au mieux du pouvoir scolaire, même si ce pouvoir les ignore ou même les méprise (...).

Dans ce milieu rigide d'incompréhension mutuelle, mes résultats ne pouvaient pas être bien satisfaisants ; mon travail était irrégulier. Je sentais une capacité de travail et d'effort diminuer. Je devenais irritable et j'exprimais trop ouvertement mes pensées. Mon professeur principal me détestait et me décourageait systématiquement. Au dernier trimestre, une fatigue profonde m'enveloppait (...).

L'essai de trouver une compensation dans des activités sportives et des lectures personnelles. Je demandai conseil à Rousseau, à Montaigne, aux existentialistes. Je me suis aventuré sur le ter-

rain de la psychanalyse. J'ai même pris un peu contact avec la réforme Haby, contestée par tous, mais qui a au moins le mérite de préconiser certains principes indispensables à l'épanouissement de la personnalité de l'élève. J'y ai trouvé certaines bonnes intentions, comme par exemple le respect du rythme de développement propre à chaque élève et donc aussi de sa spontanéité (...). Tout cela n'avait ouvert de nouveaux horizons. Mais j'étais encore prisonnier de ce lycée qui bloque les meilleures énergies spirituelles. J'avais conçu l'idée de proposer une réunion de classe pour discuter ensemble de nos problèmes et d'être une commission qui demanderait audience à la direction. Mais comment combattre la lassitude généralisée et la peur d'être « mal vu » ?

Après cette tentative infructueuse et de vaines démarches pour être admis dans la section de son choix (terminale D, mathématiques et sciences de la nature), notre correspondant réussit l'examen d'entrée dans un autre lycée. Il ajoute : « Je n'ai pas de regrets. Il me semble que tous, enseignants, élèves, sans oublier la directrice autoritaire et les parents, sont victimes d'un système social et pédagogique qui frise l'absurde, l'irrationnel ».

CENT QUATRE-VINGTS EXPOSANTS A LA BASTILLE

Les jeunes et leur Salon

Expo-jeunes, « le Salon des jeunes et de leur avenir », ferme ses portes mercredi 6 avril. De cet avenir, le visiteur se sera fait une curieuse idée en butant, à peine arrivé, sur un stand commun au ministère de l'Éducation et à l'Agence nationale pour l'emploi. Des jeunes et de leurs aspirations, il aura peut-être retiré une impression quelque peu déformée en parcourant les allées de l'ancienne gare de la Bastille, à Paris, où s'étaient installés cent quatre-vingts exposants.

Du responsable d'un institut supérieur privé, qui propose pour 2.000 F une préparation d'un mois à l'examen d'entrée à Sciences-Po, à la directrice — resplendissante sur robe écarlate — d'une école d'ingénieurs, privée elle aussi, ces

exposants sont unanimes : « C'est remarquable ». Happé par la manche hâlé de toutes parts, invité à découvrir en couleurs et sur papier glacé l'itinéraire compliqué qui le conduira à la baccalauréat (payant 12.000 F) « à une qualification de technicien supérieur » débouchant — faut-il le préciser ? — « sur un emploi », le visiteur époumole machinalement prospectus, badges et autocollants.

Austérité oblige, les universités Paris-II et Sorbonne nouvelle occupent un stand sans décorum. Les partis politiques de la majorité et de l'opposition sont à l'aise. Le R.P.R. avec une vidéo couleur, les Jeunes républicains indépendants avec une vidéo noir et blanc, les jeunes centristes sans vidéo.

Méquette épaisse, membres « désagréables » et accueil affable à l'antenne des centres d'informa-

tion et d'orientation, où une seconde de conseillers, plus timide que n'en a jamais vu aucun prospectus, écoutant, expliquant et encourageant. Dépêché par le secrétariat d'État à la condition des travailleurs manuels, des bouchers en tablier blanc et des des mécaniciens en blouse bleue initient les jeunes visiteurs aux mystères du dressage et du moteur à explosion.

La perplexité du public

Côté public, on est perplexe. Enveloppée dans un poncho rouge vif, une adolescente regrette « ce côté « gaga »-vous, « rengainez-vous ». Un lycéen ébouriffé, les bras déjà chargés de dépliant, désespère de trouver des vacances « à moins de 1.000 F par semaine » et affirme n'avoir déniché personne pour lui « fêter le bon tuya ». Quelques mètres plus

loin, en revanche, un collégien, l'air ravi, assure « tout savoir, maintenant, sur les carrières paramédicales ».

Ces réactions mitigées expliquent que le « salon », qui a duré, cette année, plus longtemps que l'an passé (douze jours, contre huit), aura accueilli sans doute un peu moins de visiteurs. En aucun cas, les exposants — du ministère de la défense au Mouvement de la jeunesse communiste, locataire d'un stand de 7.000 F — n'auraient cependant manqué le rendez-vous.

Près de soixante mille jeunes — de ces quinze-vingt ans que l'on dit insaisissables, rétifs à tout engagement — sont venus, certains en groupes nombreux, accompagnés de leurs professeurs, d'autres attirés par la publicité. Une occasion à ne manquer à aucun prix. — B.-I. G.

PAU
des
BUREAUX
aussi beaux qu'à Paris

Reliant la rue du Maréchal Foch à la rue Duboud, en plein cœur de Pau, se dresse la Résidence d'Affaires Foch : deux immeubles de bureaux reliés par une galerie piétonnière couverte.

L'harmonieuse façade en aluminium et verre, le confort intérieur (climatisation soignée, éclairage incorporé dans faux plafonds, liège mural, moquettes épaisses, téléphone, installés, possibilité de télé) font que la Résidence d'Affaires Foch n'a rien à envier aux plus beaux ensembles de bureaux parisiens.

A Pau, on est fier de cette réalisation.

Renseignements sur place ou à Promofancia, 4 Pl. de la République 93000 Saint-Ouen - Tél : 255 70 14.

C'EST FACILE

DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

Citroën côté pile.

(C'est tout nouveau)

Il est admis que l'industrie automobile est au carrefour d'activités complexes et d'un haut niveau technique. Les technologies de pointe développées par Citroën l'amènent sans cesse à concevoir et à réaliser les moyens nécessaires à sa production. Cet acquis technique, cette expérience accumulée dans deux domaines, l'Ingénierie et la Construction Mécanique, ont donné naissance à Citroën Industrie : tous les industriels peuvent dorénavant en bénéficier.

La Division Ingénierie de Citroën Industrie intervient à trois niveaux : conception, étude, et coordination de la réalisation d'installations industrielles. Son effectif : 300 personnes à votre disposition. De la simple étude d'équipements spéciaux à la livraison complète d'usines clés en main,

Citroën Industrie assure un service total.

La Division Constructions Mécaniques de Citroën Industrie possède un effectif de 3.000 personnes. Sa production est orientée vers deux activités : d'une part, les machines (machines spéciales, transferts, rouleuses et aléseuses) et d'autre part, la fabrication d'outillages (matrices de forges, moules de fonderie, outils d'emboutissage...). Fabricant de grandes séries, Citroën est obligé de rechercher en permanence des solutions nouvelles de très haute performance, d'une grande fiabilité et qui soient particulièrement compétitives en termes de prix de revient. Citroën Industrie : un potentiel industriel né de l'expérience. Tirez-en profit.

Citroën Industrie. Partagez notre avance technique, partagez notre expérience.

CITROËN INDUSTRIE

Direction Commerciale - 153, Quai André Citroën 75747 PARIS Cedex 15 - Tél. 1578.81.81 - Télex 77087 Citroën Paris.

Écrire avec la lumière du temps

« **C** HAUSSON, un qui m'a botté le mot, si l'on p... de Gauthier-Villars, u... de la même Epoque qui s'ig... questeis... ? H... ?... qu'un m... »

Il faut dire que pour r... à l'un ou l'autre compos plus singuliers de la l... nationale, les français qu'on lui a reproché qu'une main se déshabiller, maturité, à l'heure vide.

Le maître de la comédie... les violonistes, et les producteurs... exemple de la... dans l'histoire : quelques l... lendemain, des... sporadiques rap... ne s'interromp... »

... presque,
ouvre porte et sensuel-
le mort le temps qu'il
roule : une seule et
dame du musicien : «
seulement ne me m'ab-
sentez pas de mon côté
qui sera dans le cercle
une partition ne s'écrit
pas seule
elle souffre, elle se
crie du superficiel, ne
d'aller jusqu'au fond de
peut-être ce qui empêche
d'un art ess
nouveau vers l'élément
spectre du futur n'est
l'esprit qui l'habite.

Ce ne veut, là, enco-
mots : « Vous, les en-
fants, vous l'analysez
couvrirait, pour être
l'écriture, j'aimais
comme l'écriture de
une nouvelle inq

des ex-
l'Art, et
à jouer
pas, lui.

L'auteur sans sa légende

de faire
Marché,
un juin
Ploest,
un juin
li Strand,
de la
Europe et
et juin au
une co-
nité
un viry jus-
position
se l'ère.

de jupons,
pauvre,
d'armes,
de la Je-
des Jac-
ciens oti-

d'amour du premier v
si moi de l'émancipa
mon de l'émancipa
pleno,
sont à l'émancipa
pourant : irréductibles
ne prie entre les
partition plus para
wagnérienne » et
— un INTÉRIE
fin — sort il
— on se demande c
quel jour-tu en par
que ?

Il aurait aussi déb
Trilo en l'émancipa
Celleque l'émancipa
pleno, l'émancipa
mon mots, d'émanc
bier le silence, en a

GRAND

5 Avril - 31 Août 1977

ANNÉE DE LA LUMIÈRE



UN ART

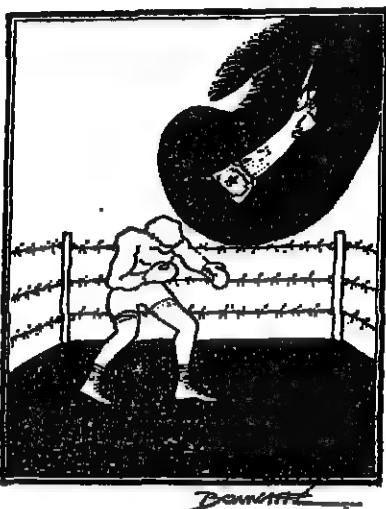
consacré aux découvertes de Louis Lumière

concerts et breuvages 1896 au GR
SALON INDIEN aux heures et
S ■ ZOOTROPES ■ AUTOCH
tion par Jacqueline et Maurice Gaillard avec
s de Paul Gervard et de la fondation Lumière

CULTUREL DU MAR

INCIS-BOURGEOIS - PARIS 3^e - METRO SAINT
■ 12 h 30 & 20 h - renseignements 276

Une sélection



Rocky a vu par Bonnat.

Cinéma

ROCKY

de John G. Avildsen

Un film, c'est d'abord un homme. Ici, c'est Rocky, un petit homme qui aime la boxe et qui se bat avec un champion. Les combats de Rocky sont en quinzaine, ce qui permet de voir l'évolution du personnage. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

CHARLOT, LE GENTLEMAN VAGABOND

de Richard Patterson

Un film de Richard Patterson, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

LA GRIFFE ET LA DENT

de François Bel

Un film de François Bel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

ROULETTE CHINOISE

de Reiner Werner Fassbinder

Un film de Reiner Werner Fassbinder, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

NETWORK

de Sydney Lumet

Un film de Sydney Lumet, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

MON CŒUR EST ROUGE

de Michèle Rosier

Un film de Michèle Rosier, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

VIOLETTE ET FRANÇOIS

de Jacques Rouffio

Un film de Jacques Rouffio, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

NOUA

de Abdelaziz Telbi

Un film de Abdelaziz Telbi, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

LES VACANCES DE M. HULOT

de Jacques Tati

Un film de Jacques Tati, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Théâtre

RISIBLES AMOURS

au Petit TEP

Des amoureux, des amoureux, des amoureux... Le jeu tourne mal. Le monde de Milan Kundera est au Petit TEP, avec une mise en scène de Jacques Chesnois.

LOIN D'HAGONDANGE

à la Porte-Saint-Martin

Un couple, un couple, un couple... Le monde de Milan Kundera est au Petit TEP, avec une mise en scène de Jacques Chesnois.

TRANSE KAMIKAZE EXPRESS

au Théâtre Rassefon

Un film de Jacques Luyet, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Un film de Jacques Luyet, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Musique

PAQUES MUSICALES

à Lourdes

Un film de Jacques Luyet, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

PARSIFAL

par Louis Erlo

Un film de Louis Erlo, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

MAAZEL ET LE NATIONAL

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

LA DAMNATION DE FAUST

dirigée par Ozawa

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Expositions

LA COLLECTION HAMMER

au musée Jacquemart-André et au Louvre

L'ESPRIT ROMANTIQUE DANS L'ART POLONAIS

au Grand Palais

DESSINS DE BURNE-JONES A BONNARD

au Pavillon de Flore

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

DIEUX ET DÉMONS DE L'HIMALAYA

au Grand Palais

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

LES SALLES RENOVÉES

du musée Guimet

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

NAISSANCE DE ROME

au Petit Palais

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

PENALBA

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

Danse

LE BOLCHOI

au Palais des congrès

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

GILLES VIGNEAULT

à Bobino

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

GEORGES MOUSTAKI ET ASTOR PIAZZOLLA

à l'Olympia

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

LOU REED

au Pavillon de Paris

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

LES SPECTACLES

Les nouvelles figures de la difficile renaissance

Un film de Maazel, qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat avec un champion. Le film est très bien monté, avec une musique de Sylvester Stallone et une interprétation de Rocky méritant son nom.

1ère BIENNALE DES ANTIQUAIRES A CANNES

AU CASINO MUNICIPAL

DU 7 au 18 AVRIL

Tous les jours 14 h à 20 h

Seule manifestation organisée avec le SYNDICAT NATIONAL DES ANTIQUAIRES, cette exposition est conjointe aux Biennales du Grand Palais à Paris.

* Nocturnes jusqu'à 23 h : Vendredi 11 - Samedi 12 - Dimanche 13 - Vendredi 15

Casino Municipal de Cannes : Téléphone 39.44.66

MUSÉE POSTAL - 7-17 AVRIL

sous le pont de la Pénitence

VASARELY

Maison de la Poste et de la Philatélie - 34 Boulevard de Vaugirard Paris 14

La Hune

14, rue de l'Abbaye - 75001 Paris

FRED DEUX

gravures et dessins

Avril 1977

RIVE GAUCHE

44, rue de la Harpe - 75005 Paris

LYBINKA

16 mars - 16 avril

LES ARTS DE L'ENCLOS

4 rue Saint-Antoine - HONFLEUR - Tél. 89.19.13

EUGÈNE FIDLER

collages

du 2 Avril au 2 Mai 1977

EXTRÊME-ORIENT

MEUBLES RARES - OBJETS D'ART - BIJOUX

43, boulevard de la Tour-Maubourg, Paris (7^e)

tous les jours, sauf lundi, 12 h à 19 h

Musée national d'art moderne

l'œuvre de

Marcel Duchamp

Mai 1977

Centre Georges Pompidou

Galerie Heron

44, rue des Francs-Bourgeois, PARIS (3^e)

Peintures de

AGAR BRUNG DESPINEY YLLEN

Sculptures de

CLERT

du 1^{er} au 15 avril 1977

GALERIE BENO D'INCH

1, rue de la Harpe - 75005 Paris

JEAN MESSAG

Peintures et Acryliques 1968-1976

du 1^{er} au 25 avril 1977

هكذا من الأصل

Nouvelles figures de ballet en Italie et au Canada

La difficile renaissance de la Scala

TOUTE irrévérence à l'égard du régime ramène irrésistiblement à la Scala. Cernée par les **maisons** petites, rustres, discrètes, mystérieuse, elle rayonne de souvenirs prestigieux : Stendhal, les grands chorégraphes de Viganò, la Togliatti et Fanoy, Essler, Carlo Blasis et Cecchetti. A l'ère du dix-neuvième siècle, la Scala a donné à l'Europe un style de haute école, son extérieur **est** donné — on disait-on que l'ame était dans les murs — mais elle a la sensibilité slave, allait aboutir à la ballerina assoluta dont rêvaient les grands généraux. Cecchetti, professeur à Saint-Petersbourg, puis auprès des **maisons** Diaghilev, a réalisé ce miracle. Dans les années 30, le dernier étage du théâtre, on trouvait les **maisons** d'adage, fut un haut lieu de la danse.

Depuis, la Scala a perdu sa primauté sur son domaine. Après la seconde guerre mondiale, l'influence du sérieux Royal Opera House anglais et l'action d'Edmée Bulnes, devenue maître de ballet en 1951, n'ont pas suffi à enrayer sa renaissance. En 1963, ses premiers accords culturels entre la Scala et le Bolchoï ont apporté un air nouveau : les étoiles actuelles Liliana Cossì et Luciana Savignano ont perfectionnées à Moscou.

En 1972, Maurice Bejart réussit à percer les portes du flef britannique en engageant des excellents danseurs à la Scala, Vittorio Gassman et Paolo Bonolis. Il pu retourner planter le drapeau du XX^e à Milan, à la Scala. Butler, Cranko, Filidoti ou Cella tiennent sans doute des affinités profondes avec l'Italie. Les danseurs de la Compagnia dell'arte ou la musique italienne. Ce n'est pas un hasard si un ballet, l'OJrande chorégraphique, inspiré d'un exercice d'adage de maître Cecchetti, est entré dans la facilité par la politique du surintendant Paolo Grassi, qui voulait ouvrir le théâtre au public plus populaire. Un grand nombre de disciples. Dobritvich, même nommé, voit sans directeur la danse.

luzzi; *Daphnis et Chloé*. ■ Skibline; *Coppelia*, version Martine. ■ *Lac*, version ■. ■ *Symphonie de psaumes*. ■ Sparembleck; *Gamma*, d'Amodio; ■ *Révolte de Sisyphé*, de Milosz; ■ *Quatre Tempéraments*, de Balanchine; *Symphonie pour un homme seul*. ■ *Molière imaginaire*, les *Triumphes*. ■ *Pétrarque*. ■ Béjart.

Béjart s'est même offert le **■** d'un **■** en présentant *Héliogabale* : dans le **■** de Freud, déguisé en **■** de Freud, déposer **■** couronne sur le derrière d'un **■** dont le **■** enfonce **■** cuvette de W.C. provoquant **■** le public **■** mouvements divers. **■** ecclésiastique convient mal au corps de ballet, qui **■** parfois incapable de répondre à la sollicitation **■** chorégraphes. L'ensemble de la troupe donne l'impression d'avoir vieilli, épaisi, sur place, et Pierre Dobriviech n'a **■** la tâche facile. Du moins, **■** femme, Lubina, promettrice t-elle à obtenir **■** élément, **■** l'écène (quatre-vingts élèves) : **■** d'entre elles, Paola Cantalupo, vient **■** remporter la **■** d'or **■** pris de Lausanne.

Dans la tradition du Kirov

Les tristes larmes. Dobrievitch dans l'im-
 mense studio la répétition, vue par les
 toits, sous son parapet paré
 descendant doucement vers l'escalier
 mur-miroir. Petit chignon blanc et tunique
 bleue, dans le plein air, l'ingrat
 chavirait d'amples parures au son cre-
 piano. Dans la lumière cre-
 pusculeuse, terminent par une
 de petits sauts vifs, les jambes repliées :
 « Les sauts à la Cecchetti, les leur pro-
 fesseur, sur les ailes oubliées. Mais, je
 les appris à Belgrade dans la tradition
 Krop, qui les a conservés. »

Avec un *libretto* (trop peu de *libretto* !), espoir d'un *musica* de l'école italienne, Louba Dobrivich *se* compose un spectacle d'une heure. Rencontre avec la danse, très bérartien. Programme à la Piccola Scala, il connaît un très grand succès.

Pourtant, **Masses** et **Loube Dobrievitch** ont refusé de renouveler leur **contrat** pour l'année prochaine. Il est impossible **pour** eux de savoir quelle orientation le nouveau surintendant, **Carlo Maria Badini**, **aura** au ballet. Il est probable qu'il vaudra à la **Compagnie** encourager la jeune création italienne regroupée autour de musiciens comme **Arrigo** - lui-même grand administrateur de **Carolyn Carlson** - **et** **réviser** les œuvres de son vieux répertoire, dont on **avait** en **Italie** comme **autrefois**.

Dans le mas de Cerdastion, même aujourd'hui dans une version nouvelle Géo Bolo Bortoluzzi qui fait ses débuts du chronographe à part. Mais il ne faut pas se laisser tromper par son nom : beaucoup d'interprète de Bolo de Nomos Alpha. Son passage chez Bijoux, seul grain de fantaisie dans une carrière menée avec prudence et discernement, n'a rien changé à sa personnalité, fine et turine. Bortoluzzi a repris les grandes lignes classiques, où il fait preuve d'une maîtrise brillante, scrupuleuse et élégante. L'ensemble est un partenaire attitré de Paris Fracchi, il a entrepris de nombreuses tournées internationales ; mais il est aussi capable de concurrence directe. Bortoluzzi tentait de démontrer dans un one man show très étudié qu'il est capable de danser aussi bien Gisele que la modern dance. A Paris, à Avignon, le public a accueilli poliment cette performance, mais l'a surtout applaudi dans le burlesque.

ATT Cendrillon, la musique de Prokofiev, attentive à toutes les péripéties du livret



Des chaussons dans la neige

QUAND un joueur de hockey
 de [] pleins adversaires
 l'aplatit la patinoire, [] choc
 la [] du []
 la télévision, assis
 tribunes. Le public retient son
 souffle, l'espoir grâte
 [] poing. Peu
 plus importantes. []
 hockey. C'est
 de []
 l'incinait [] gra-
 blanc, []
 d'un [] mince.

y a vingt-cinq se
 cachait que les quelques repré-
 sentations ? ton, chez
 le
 quelques spectacles.
 Holiday on Ice, les
 trois minutes d'un - chantant
 - produit par
 Goldwyn Meyer, une petite
 compagnie
 Winnipeg, en On
 n'aurait pu trouver un
 vingt pour parler
 s'avon
 son danseur. C'était
 temps
 l'rod
 qu'un qu'écrit : quel-
 nom signez-vous ?
 premier
 s'appelait
 Saint-Laurent (tonc Le Loup)

Grande-Bretagne vivait Churchill.

Prosperité et d'après guerre. L'innovation ne pouvait venir de Londres, qu'**alors** d'imagination et de moralité. La première représentation de la troupe qui symbolise depuis la **Canada**, ce lieu ne nous ramène pas à la **chondrographie** de la France, mais à la **chondrographie** de l'Europe, ce qui est la même chose après avoir été chez nous. La France est la France.

[illegible]

Le public ■ l'âge de la danse

Mais qu'il en soit, l'impulsion
 donnée par le y a
 trente-deux compagnies
 professionnelles au Canada. Le
 succès est dû à la qualité qui
 permet l'expansion la plus rapide,
 mais par l'enthousiasme du public
 et l'intérêt que la porte
 Conseil. Mais les
 différentes subventions et
 les différentes formes d'art ont
 été au cours des cinq dernière
 années, son
 s'est élargi pendant
 temps de 10 % Le
 du Canada a reçu 913 000 dollars
 subvention pour 70-77,
 le Royal Winnipeg 480 000
 dollars. Les Grands
 canadiens, plus feux
 grande troupe, 100 000
 dollars. Elle a remporté
 la popularité dans
 en interprétant la gushette
 et 1874 et Rock
 Opera des Who's, Tony.

Bien qu'un **trois** acies
coute environ **200 000** dollars
monter **qui ne**
compte des dépenses de fonction-
nement **troupe**, —
grandes compagnies ont une
financière saine. Le Ba-
national, qui **un** budget
de **1951**, **un**
cette année un budget **plus** de
millions dollars, et il a **ar-**
se **avec**

« Ils nous s'expliquent un par un le poigne de Celia France. Avec le temps, ils nous respectent et devenu on pourrait appeler le « division ». Ni le Bolchoï, ni le Kirov, ni le New York City Ballet mais l'égal peut-être du Stuttgart, du Joffrey, de l'Opéra de Paris, du Bolchoï de Moscou ».

New-York. ■■■■ ■ celine-
profité ■■ renom ■■ celui-ci.
Cependant, ■■■■
■■■ principale
chorégraphe
canadiens, ■ qui peut
l'épanouissement d'une compagnie
qui ■
■■ internationale. ■■■■ pro-
blème, c'est qu'il ■■■■ passe
au Belier
(chez ■■■■ surtout) véri-
exceptionnelle. Or
■ qu'il faudrait pour ■ paronne-
lier: une compagnie qui sus-
qu'ici ■■■■
De ■ point ■ vu ■■■■
spécialistes concorde. Tout y
■ ah, mais l'originalité

[illegible]

public avait qu'il
 l'âge Il les
 Jazz, qui
 Hommage à
 Aïre, qui
 une musique au
 chorégraphe Arzak, qui
 les à l'Opéra Paris,
 le Festival de Verdoy II
 a moderns Marquis
 contemporains d'Angers,
 joue du : mélange
 de l'au plus
 Floyd, Yvonne Mahier, au livr,
 l'Argentin surdoué, avec
 de Winnipeg, (Mentroba),
 qu'on imaginerait
 Europe capitales
 de Pennul.

ALAIN-MARIE CARRON.

« Cendrillon », de la féerie
science-fiction

Sur la scène de la Scala, il a planté un livre géant, dont les pages se soulevaient et se repliaient comme un découpage. Il s'agit de *Cendrillon* de Fliegels transparents et du prince charmant d'une armure de cuivre et un peu barbare. Au lieu d'être enfermés dans la salle de bal surchargée et traditionnelle du conte de Perrault, les danseurs se balancent dans des projections d'espace sur et dans un espace élastique où l'on peut remonter en fait les pages du livre. Les machinistes ont accepté de se déguiser en petits animaux et ont fait un travail remarquable. C'est un peu comme ça, mais dans l'air, la féerie cède le pas à la science-fiction et le ballet s'en trouve complètement renouvelé.

les rôles des deux sexes et de la maritimité des hommes, dans la tradition de la comédie savignane. Pour lui, il a réglé son entrée comme personne n'aurait pu le faire : accumulation de pironnettes, de jets, de tours à tuer un bœuf ; mais il surprend agréablement par son intelligence de la musique et le sens de l'intelligence humaine qu'il apporte aux spectateurs.

La tradition de ce spectacle est LUGANES Savignano. Elle est la plus ancienne et la plus une réalité. Remarquable technicien fluide et solide à la fois, l'homme d'ardente contenance, s'aperçoit que le monde est un jeu, et qu'il faut le jouer. Il est complet, une étoile, mais ne déparait pas un Bolchoï. Il est l'homme qui découvre.

MARCELLE MICHEL.

Galerie Herouet

44, rue des Francs-Bourgeois, PARIS (3^e) - ART. 000

Peintures de

**AGAR
BRUNG
DESPINEY
YLLEN**

Sculptures de

CLERT

du 1^{er} au 15 avril 1977

GALERIE MAURICE BARRER

JANSEM

6, avenue Matignon, PARIS. Jusqu'au 30 avril

GALERIE DEBRET
rue Le Boëtre - 75008 PARIS
322-50-03

ANTUNES

Du 6 au 27 avril

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
90, bd Raspail (6^e), 548-58-32

ARTS DES JEUNES ARTISTES

MUSEUM DU Palais-Royal
135, MUSEUM - 75001 PARIS

SIMON CHAYE
TAPISSERIES
Tous les jours 14 h - 18 h 30

GALERIE BENO D'INCELLI
43, ■■■ Miramonti - ■■■ ■■ - 225-10-16
JEAN MESSAGIER
Peintures ■ Acryliques 1948-1973
■■■ ■■ - ■■ avril

■ AVRIL **GALERIE LAMBERT** 28 MAI
14, rue Saint-Louis-en-l'Île. — 75004 PARIS
TEL. 325-14-21 *No Pont-Marie*

**HÉRITIERS ET CONTESTATAIRES
DU ROMANTISME POLONAIS**

peintures, dessins, gravures, sculptures, affiches

En permanence : **SOUCHI**

Marcel Duchamp

VOTRE TABLE CE SOIR

■ Ambiance musicale ■ Orchestre P.M.R. : Prix moyen du repas - J. h., ouvert jusqu'à - h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 238-74-34
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
RESTAURANT PIERRE P.Dim.
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
CHEZ MARCEL 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
FLORA DANICA 20-41
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
JOSEPH 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
MAISONNETTE 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.

DINERS

LE TROU 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
LES BATELIERS DU PONT-NEUF 231-38-47
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LES NOUVEAUX DE JEANETTE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
ASSIETTE AU BOEUF T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA POULARDE LANDAISE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA TOUR D'ARGENT T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA POULARDE LANDAISE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA TOUR D'ARGENT T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA POULARDE LANDAISE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA TOUR D'ARGENT T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.

RIVE GAUCHE
LE VIEUX METIERS 568-00-03
13, rue du Dragon, 1^{er} T.J.J.
ASSIETTE AU BOEUF T.J.J.
13, rue du Dragon, 1^{er} T.J.J.
LA GRILLERIE T.J.J.
13, rue du Dragon, 1^{er} T.J.J.
LE TROU 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
LES BATELIERS DU PONT-NEUF 231-38-47
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LES NOUVEAUX DE JEANETTE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
ASSIETTE AU BOEUF T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA POULARDE LANDAISE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA TOUR D'ARGENT T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.

DINERS - SPECTACLES

LE TROU 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
LES BATELIERS DU PONT-NEUF 231-38-47
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LES NOUVEAUX DE JEANETTE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
ASSIETTE AU BOEUF T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA POULARDE LANDAISE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA TOUR D'ARGENT T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.

DINERS DANSANTS

LE TROU 546-98-12
18, rue Coquillière, 1^{er} T.J.J.
LES BATELIERS DU PONT-NEUF 231-38-47
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LES NOUVEAUX DE JEANETTE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
ASSIETTE AU BOEUF T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA POULARDE LANDAISE T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.
LA TOUR D'ARGENT T.J.J.
14, rue du Pont-Neuf, 2nd T.J.J.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS 171, bd de Montparnasse, 326-70-50
DESSIRIER 754-74-14
A L'ESCAROT MONTORGUEIL 38, rue Montorgueil (1^{er})
TERMINUS NORD 324-48-72
GUY 546-98-12

Expositions

LE MONDE
un film vivant, très direct, mais également beau, organisé, sans jérémiades ni haine préconçue.
LE MATIN DE PARIS
Ce qu'il montre est exceptionnel. C'est la naissance d'une nation.
TELERAMA
Images et témoignages pour ceux qui ont vu tout ce qu'il y avait à voir.
France Soir
des images inoubliables par leur beauté et leur rareté.
L'HUMANITE
un documentaire sur le peuple danois.
Le Conard enchaîné
Sous le titre de "Le Conard enchaîné", on trouve une œuvre de l'artiste danois, qui est une œuvre de l'artiste danois, qui est une œuvre de l'artiste danois.

CABARETS

LIDO
112 bis, Champs-Élysées
BAL DU MOULIN ROUGE
112 bis, Champs-Élysées
LIBETTE MALLOIR
112 bis, Champs-Élysées
ALCAZAR
62, rue Mazartine
JOCKEY
127, bd de Montparnasse
TSAREVITCH
1, rue des Dames

DES SPECTACLES

iphiigénie hôtel
de michel vinaver
mise en scène antoine vitez
salle des conférences d'ivry
métré mairé d'ivry

WEPLER PATHE VF MONTI



MARTIN BALSAM BEAU

THIAIS BELLE EPINE

Un film de A. Miro Hondo

NOUS AURONS TOUTE LA MORT POUR DORMIR

Une fresque grandiose et belle service d'un petit peuple, défiant les puissants.

مكتبة من الأصول

| | La ligne | La ligne T.S. |
|---------------------------------|----------|---------------|
| D'EMPLOI | 40,00 | 45,76 |
| "Placards encadrés" 2 col. et + | | |
| DEMANDES D'EMPLOI | 42,00 | 46,04 |
| PROPOSITIONS D'EMPLOI | 8,00 | 10,29 |
| TOTAL | 70,00 | 80,08 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.S. |
|---------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER | 28,00 | 32,03 |
| "Placards encadrés" 2 col. et + | | |
| DEMANDES D'EMPLOI | 36,00 | 43,47 |
| PROPOSITIONS D'EMPLOI | 40,00 | 45,76 |
| TOTAL | 28,00 | 32,03 |

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

COTE D'AZUR - PROCHER NICE
Haut de gamme jusqu'à 20 av. au.
PÉTITE RESIDENCE LUXUEUSE
de 100 m² à 150 m² avec piscine
vue mer imprenable.
Jardins privés, piscines.
PRIX PRIVES ET DISCOUNTS
Appartement témoin :
S.C.I. - Les Argonautes,
chemin de l'avenue
06270 Villeneuve-Loubet - Tél. : 80.10.38.

Paris Rive droite

RUE DE PASSY
CALME, SOLEIL 2 P. Pour
SUPERBE
URGENT - 25-10-76

EUROPE
30 m² de
Cuis. équipée, tél.
Imm. pierre, 10
au 1^{er} et 2^{ème} étages.

OPERA
ST-RUE
3^{ème} étage sans asc. Immeuble
classé, gd studio et 1^{er} étage
200.000 F. Visable de 11 h à 16 h,
mercredi et jeudi.

INVESTISSEURS
Rambolte immobilière
Indication

STUDIOS - 2 PIÈCES
Gestion locative assurée
SARIN
M. ANTEBI

L'ORDINATEUR
MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

LA MAISON DE
L'IMMOBILIER
97 av. Villiers
757-82-02

TERRES
Imm. pierre de taille
Standing, 3 pièces,
200 m² de terrain, 100 m²
750.000 F. - 757-82-02

PHILIPPE-AUGUSTE
Imm. pierre, 100 m² de terrain,
3 p., 2 b., 100 m² de terrain,
300 m² de terrain, 757-82-02

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

MAISON DE L'IMMOBILIER
Fait, 100 m² de terrain
200 m² de terrain de 100 m²
professionnel F.N.A.I.M.
agréé
PARIS et 120 m² autour
Consultation sur place ou tél.
Par correspondance, envoi
questionnaire sur envoi
de votre carte de visite.

appartements vente

Paris Rive gauche
ODÉON
RUE HAUTEVILLE
HOTEL 19^{ème} SIECLE
ENTIEREMENT RESTAURÉ
APPARTEMENTS
DE 2 A 5 PIÈCES
DE 100 m² A 170 m² avec
possibilité de parking
LIVRAISON : AVRIL 1977
Documentation et visites
sur rendez-vous
SOREDIM
757-82-02

Paris Rive gauche

ARÈNES DE LUTÈCE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

AV. SEUR
UNESCO
DUPLIX 2 P. et 6 P.
195 m², 2 salles de bain,
chambre de service, parking
de 100 m², 100 m²
JOHN
ARTUR & TIFEN
757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

MOULIN DE LA VILLE
IMMEUBLE 2 P. Asc. ch. m.
Soleil, tout confort, 100 m²
Rue de la République, 757-82-02

locations non meublées

Paris
EXCLUSIVITÉS
STUDIO
NEUILLY - 100 m² de terrain
40 m² environ, cuisine équipée,
Tél. Paris : 1.500 F + charges

locations non meublées

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

Paris
URGENT Ch. petit studio, rive
gauche, vue dégagée, 464-06-12.
Durée 1 à 2 ans - Tél. : 757-82-02

bureaux

BUREAUX A VENDRE
boulevard Haussmann
2.500 m² DIVISIBLE
20, rue Chauchat.
247-13-22

bureaux

224-08-80
Domicile, courtoisie, calme.
BUREAU
2 pièces, 100 m² environ
Tél. : 1.500 F + charges

8^{ème} - RUE DE LA BIENFAISANCE
A LOUER
2.000 F
BUREAU NEUF
Immeuble haut standing

SARI
720 14 15
CHAMPS-ÉLYSÉES
Pâtisserie tous les jours
Bureau, 100 m² environ

13^{ème} - 4.000 m²
SUR NIVEAU
PARKINGS, ARCHIVES
IMMO - 256-35-50

8^{ème} - PROPRIÉTAIRE
Immeuble haut standing
Bureau, 100 m² environ

fonds de commerce
LA CHAMBRE SYNDICALE DES MANDATAIRES
EN VENTE DE FONDS DE COMMERCE
ET DE LA REGION PARISIENNE
FONDS EN 1912 - RECONSTRUIT AUX
ACHETEURS
ET VENDEURS
DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES
DE FONDS DE COMMERCE ET D'INDUSTRIES
DE S'ADRESSER A SES MEMBRES
QUI DISPOSENT D'UNE SÉLECTION D'AFFAIRES
permettant à la clientèle de comparer et faire
UN CHOIX SUR
Ils sont de plus affiliés
A LA CAISSE DE GARANTIE DE LA F.N.A.I.M.
qui garantit ce fait toutes garanties
professionnelles
POUR CONNAÎTRE UN SPECIALISTE
sur téléphone au SIEGE SOCIAL
129, r. du FG-ST-HONORE - 723-32-63

CAFE-RESTAURANT
centre ville, 15 km Lille, 10 km
Tournai, Assemblée, matériel et
loisirs impeccables. Loyer
annuel : 4.000 F, C.A. 75.000 F
Pr. 20.000 F, 100 m² de terrain
Ecr. n° 75.000 F, 100 m² de terrain
Ecr. n° 75.000 F

SPORTS

TENNIS DE TABLE

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE

Jacques Secrétin et Claude Bergeret, en double mixte ont fait échec aux Asiatiques

Deux ans après les championnats du monde de Calcutta, où ils avaient dû abandonner la lutte pour les titres asiatiques, les Asiatiques ont retrouvé leur suprématie à Birmingham. Sur les trente-deux demi-finalistes, l'Asie en présentait vingt-six, dont dix-sept Chinois.

On pouvait attendre un nouveau triomphe des Asiatiques, mais les Français ont été plus forts. Les Asiatiques ont été éliminés en demi-finale par les Français. Les Asiatiques ont été éliminés en demi-finale par les Français. Les Asiatiques ont été éliminés en demi-finale par les Français.

Parmi les autres finalistes, on comptait quatre Asiatiques dont neuf Chinois. Les deux finalistes européens, Jacques Secrétin et Claude Bergeret, ont pourtant gagné le double mixte, devançant ainsi les premiers Français champions du monde de tennis de table.

rocheau, battu seulement en huitièmes de finale du simple messieurs par le futur vainqueur, Mitsuru Kohno (21-11, 21-6), après avoir battu le champion du monde en titre, le Hongrois István Jonyer (10-21, 21-15, 21-18, 21-15).

Le titre individuel... en 1979

Cette victoire, acquise à l'âge de 21 ans, laisse quelques espoirs au Français Jacques Secrétin (vingt-huit ans), qui a pourtant obtenu plus qu'une consolation en remportant le double mixte, associé à Claude Bergeret. Après avoir été accrochés en huitièmes de finale par les Chinois Huang Liang et Wei Li-chieh, qui s'étaient battus en 1975 en demi-finale, les Français ont gagné en finale aux Japonais Tadao Tanaka (21-17, 21-14, 21-17). Le bon comportement du champion de France, 21-

D'un sport à l'autre...

BASKET-BALL. — L'équipe de France a gagné le tournoi de la Coupe de France en finale à Bologne par 87 à 81.

FOOTBALL. — Pour son premier tournoi de Coupe d'Europe, l'équipe de France a battu l'Espagne (2 à 1) en finale à Madrid.

TENNIS. — Le Français Fabrice Santoni a battu le futur vainqueur, le Hongrois István Jonyer (10-21, 21-15, 21-18, 21-15).

VOLLEY-BALL. — L'équipe de France a gagné le tournoi de la Coupe de France en finale à Bologne par 3 à 1.

AUTOMOBILISME

Les invités aux Vingt-Quatre Heures du Mans

Un match Porsche-Renault

L'Automobile Club de l'Ouest (ACO), organisateur des Vingt-Quatre Heures du Mans, a publié mardi 5 avril la liste des concurrents invités à participer aux Vingt-Quatre Heures du Mans, qui auront lieu les 11 et 12 juin.

Selon le règlement, soixante-dix équipes doivent figurer parmi les invités à l'épreuve. Les cinquante-cinq voitures admises à participer à l'épreuve.

Les participants les plus vus sont Renault et Porsche. C'est dans la flotte de l'un de ces deux constructeurs qu'il faut chercher le vainqueur des Vingt-Quatre Heures en 1977. Renault, qui a gagné pour la première fois le titre de champion du monde en 1972, a prouvé que ses voitures étaient, jusqu'à présent, plus rapides que la concurrence. C'est la raison pour laquelle le constructeur allemand n'a le favori logique des prochaines Vingt-Quatre Heures.

Deux « philosophies »

La participation de Porsche sera forte de trois voitures (deux prototypes et une « série » 935), appuyée par un grand nombre de bonnes voitures. Les Renault, engagés par des équipes privées, vont pour la première fois avec une voiture de championnat du monde en titre. Porsche a prouvé que ses voitures étaient, jusqu'à présent, plus rapides que la concurrence. C'est la raison pour laquelle le constructeur allemand n'a le favori logique des prochaines Vingt-Quatre Heures.

Le constructeur allemand a une grande expérience en matière de construction automobile contemporaine, le premier satisfaisant. Le constructeur allemand a une grande expérience en matière de construction automobile contemporaine, le premier satisfaisant.

Un programme minuscule

Reconditionnées pour recevoir les moteurs Renault turbo-compresseurs, les Mirage ont été présentées à Phoenix le 30 mars, et il semble que la préparation des deux voitures offre les mêmes garanties de sérieux. Les Mirage, qui appartiennent précédemment à Jean Weyer, un ancien vainqueur du Mans, qui ont été portés au nom de Guif, s'apprêtent à participer à l'épreuve.

Porsche et Renault auront comme adversaires des prototypes 3 litres (Lola, Lotus, Chevron, Tiga) équipés de moteurs Ford-Cosworth.

FRANÇOIS JANIN.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) REPUBLIQUE
Une boucherie
"Grande Surface"
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

VOITURES D'EXPORTATION T.T.
SEDAX 3, rue Schetter, 75016 Paris
727.64.64 + 553.28.51 +
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
Toutes marques étrangères
Finition exportation
Faible kilométrage
Garantie usine
Toutes possibilités
de crédit-leasing
EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8' H A 11 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **15** **13** **12** **11** **10** **9** **8** **7** **6** **5** **4** **3** **2** **1**
N° An. Prix moyen du m². Prix moyen de l'imm. et terrain. Montant du prêt et durée. Prêt de crédit. Année de construction et surface. Nombre d'app. Garages sous-sol ou log. Métro. Autobus. R.E.P. Station. Autoroute périphérique.

PROPOS DE...

UN DOCUMENT DU CNPF SUR LA POLITIQUE

Les patrons pour l'eau

Les patrons de l'eau ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation.

Les patrons de l'eau ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation.

Les patrons de l'eau ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation.

CORRESPONDANCE

L'appareillage du cargo pour

Marlin II

Les patrons de l'eau ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation. Ils ont une vision très précise de la situation.

مكتبة من الأصل

Air Canada - Service Tourisme - 24, boulevard des Capucines - 75009 PARIS - Tél. : 273.84.00.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. **DIPLOMATIE** — La visite du président Sadat à Washington.
- 3-4. **AFRIQUE** — La situation au Zaïre.
5. **REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO** — Le nouveau chef de l'Etat doit prêter serment de fidélité au socialisme.
6. **EUROPE** — La révolution chinoise en suspens (III), du notre correspondant Alain Jacob.
7. **POLITIQUE** — L'ouverture de la session parlementaire.
8. **POINT DE VUE** — Le sens du combat, par Charles Bignon.
9. **RELIGION** — Le bonheur religieux d'un instituteur - secrétaire de mairie.
10. **JEUNESSE** — Témoignage : le dévouement d'un lycéen moyen.
11. **JUSTICE** — L'affaire de BROGLIE : un médecin gardé à vue, un avocat mis en cause.
12. **SOCIÉTÉ** —

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- Pages 13 à 21
- EXPOSITIONS** : La photographie au Centre Georges-Pompidou ; L'art polonais au Grand Palais ; Shish à la Galerie de France ; La collection Hamman au Louvre et à Jacquemart-André.
- THÉÂTRE** : Arrabal à Barcelone.
- MUSIQUE** : Pourquoi joue-t-on si peu Chabrier ?
- DANSES** : La Renaissance de la Scala ; Le Ballet national canadien.
26. **SPORTS** — TENNIS DE TABLE : la victoire de la France en double mixte.
27. **EQUIPEMENT** — A PROPOS DE... : un document du C.N.P.F. sur la pollution.
27. **D'UNE REGION A L'AUTRE** —
- 28-29. **LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE** — SIDERURGIE : déposer le bilan ?
- AGRICULTURE : le frein et l'anneau concrets de la F.N.S.E.A.

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION** (12) —
- Annouciations (22 à 25) ; Aujourd'hui (11) ; Soirée (31) ; Caries (20) ; Journal officiel (11) ; Méthodologie (11) ; Mots croisés (11).

DAIM style

spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Enf. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis. réparat. transform. nettoyage. 8, pl. des Victoires - Paris - 200 95 13.

SONY

la plus belle image
TV COULEUR
KV 1811 - 44 cm - 114"

192 F
PAR MOIS

Disponible
immédiatement

versement comptant : 940 F
+ 21 mensualités de 192 F
Garantie totale 1 an
Livraison gratuite

SONO CLUB
OPERA
16, rue La Fayette
PARIS-9
Tél. : 246-19-46

A B C D E F G

Les Neuf s'efforcent de débloquent le dialogue Nord-Sud

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Quelle tactique doit suivre la Communauté pour faire en sorte que la Conférence internationale (C.C.E.I.), dont les travaux vont reprendre, fin avril, à Paris, s'achève sur un succès ? Tel a été le principal thème débattu par les ministres des affaires étrangères des Neuf ou leurs représentants, mardi 5 avril, à Luxembourg.

Cette affaire de la contribution des Neuf au dialogue Nord-Sud avait été débattue lors du conseil européen de Rome des 25 et 26 mars, après que le chancelier Schmidt eût accepté d'assouplir ce qui était jusqu'alors sa position. Selon M. de Groot, ministre français des affaires étrangères, les travaux du conseil européen « devraient permettre d'aboutir, lors de la session ministérielle de la C.C.E.I., à des résultats satisfaisants et raisonnables ». Il est à noter que les participants au débat de mardi, tous favorables des perspectives des négociations Nord-Sud, ne semblaient pas préoccupés outre mesure par l'absence apparente de résultats de la conférence de la CNUCED, qui venait de s'achever à Genève (le Monde du 6 avril), et donnaient l'impression de considérer qu'il n'y avait pas eu véritablement d'échec.

L'ébauche d'une position commune à laquelle étaient parvenus les chefs de gouvernement à Rome se résume en quatre points (le Monde du 7-8 mars). Pour le premier, il s'agit de parvenir à une coopération plus efficace et plus équitable des marchés des matières premières, il conviendrait de conclure un nombre limité d'accords internationaux par produits et de créer un fonds commun. Pour les autres points, il faudrait mettre en œuvre un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation. Enfin, pour les pays sous-développés les plus pauvres, la Communauté accepterait de contribuer à une

Stabilisation des recettes

Consensus du chemin restant à parcourir pour s'entendre avec leurs interlocuteurs du tiers-monde, les Neuf pourraient éventuellement envisager que les fonds communs soit doté de moyens (ressources propres ou plutôt capacité de s'adresser aux organismes financiers internationaux) permettant dans certaines circonstances exceptionnelles, d'intervenir directement pour restaurer l'équilibre du marché. Ils demanderaient aussi que le CECI prenne la décision de mettre sur pied un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation s'inscrivant plus ou moins directement de celui fonctionnant dans la convention de Lomé.

Il proposeraient un montant précis pour l'aide additionnelle immédiate en faveur des plus pauvres, ou cite le plus souvent le montant d'un milliard de dollars à fournir par le groupe des pays industrialisés. C'est évidemment peu en comparaison des demandes présentées par les pays sous-développés pour résoudre le problème de leur endettement. Il faut noter que la Commission de Bruxelles, par ailleurs, suggère que la contribution de la seule C.E.E. soit d'un milliard de dollars.

Après la « table ronde » d'Accra sur Djibouti

M. KAMU AFFIRME QUE LES NATIONALISTES SONT PARVENUS A UN COMPROMIS

De passage à Paris, M. Abdallah KAMU, président du Conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, a annoncé, mardi 5 avril, que le futur Etat de Djibouti serait prêt à accueillir le siège de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) dans l'hypothèse où cette organisation quitterait Addis-Abeba. « Le moment venu », a ajouté le président du Conseil de gouvernement, nous ferons cette proposition aux Etats africains. » Mais M. Kamu, qui a indiqué que Djibouti serait la quarante-neuvième Etat membre de l'O.U.A. et le vingt et unième Etat de la Ligue arabe, a évoqué en ces termes la « table ronde » tenue récemment à Accra : « Nous sommes parvenus à Accra à un compromis ou, mieux, à une entente avec les Etats et mouvements du Territoire, dont trois avaient boycotté la conférence de Paris (du 26 février au 19 mars). Nous nous donnons jusqu'au 10 avril pour passer ce que l'on peut appeler l'Assemblée constituante, élections qui auront lieu le même jour que le référendum, le 3 mai.

Le numéro du « Monde »

daté 6 avril 1977 a été tiré à 547 969 exemplaires.

QUE CHOISIR ?

TEST :

casseroles

5 F en kiosque

Le 25 avril

M. GROMYKO FERA UNE VISITE OFFICIELLE EN INDE

New-Delhi (A.F.P.). — M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, se rendra en visite officielle en Inde à partir du 25 avril, a annoncé mercredi 5 avril l'agence indienne Samachar.

M. Gromyko s'adressera ainsi à l'invitation que lui a adressée le nouveau ministre indien des affaires étrangères, M. Vajpayee. L'agence précise que le ministre soviétique avait déjà été invité à se rendre en Inde et que cette invitation a été renouvelée lorsque l'ambassadeur soviétique à New-Delhi a rendu visite à M. Vajpayee la semaine dernière.

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

AU CONSEIL DES MINISTRES

Trois projets de loi sur les familles

Le conseil des ministres de mercredi 6 avril devait adopter trois projets de loi sur la famille dont le contenu a déjà été défini par le conseil des ministres du 5 mars : il devait aussi entendre une communication du ministre du travail M. Beullac, sur la réforme de l'entreprise.

Le premier projet de loi consiste dans la fusion des allocations de salaire unique ou de mère au foyer, de salaire unique majorée et d'allocation de frais de garde qui sont regroupées en un « complément familial ». En dépit des réserves, notamment de l'UNAF et de la C.G.C. qui souhaitent une allocation d'un montant élevé accordé à tous mais impossible, le gouvernement devait maintenir sa position : un complément familial de 340 francs par mois, indexé sur les prix avec un petit accroissement de pouvoir d'achat selon la formule dite de « contrat de progrès » et un plafond de ressources pour en bénéficier (3 917 francs par mois pour un enfant quand il y a deux revenus, 4 700 francs pour deux enfants) qui sera indexé sur les salaires (le Monde du 10 mars).

Cette mesure, qui coûtera 2,6 milliards de francs et intéressera 2 300 000 familles à compter de janvier 1978, apportera en fait une amélioration (200 à 300 francs par mois) pour 1 million de familles. Mais le texte ne précise pas dans quelles conditions les mêmes bénéficiaires seront

aussi affiliés à l'assurance-vieillesse : un plafond de ressources différents pourrait être retenu en dépit des soucis de simplification. Le deuxième projet de loi institue pour les salariés (un an d'ancienneté), à l'issue du congé maternité, un congé sans solde de deux ans par période de six mois : ce fractionnement s'applique par le souci du gouvernement de ne pas obliger l'employeur à embaucher une remplaçante pour deux ans, qui, elle aussi, pourrait avoir, à son tour, un enfant : les pouvoirs publics présentent en conséquence des contreparties de durée déterminée de six mois.

Le troisième projet accorde deux petits avantages aux travailleurs manuels : congé rémunéré de huit jours par an au cours de la grossesse ; congé rémunéré de huit jours par an lorsque des mères ont un ou plusieurs enfants de moins de sept ans.

Le ministre du travail devait présenter un programme de mesures, encore en chantier, sur la réforme de l'entreprise : mise en place de la co-surveillance, reconnaissance aux chefs d'entreprise de la reconnaissance d'un droit d'expression des salariés dans les ateliers, amélioration du fonctionnement des entreprises afin notamment de créer un système d'alerte en cas de difficultés économiques et financières.

LES PILOTES DE LIGNE FRANÇAIS LÈVENT LEUR ORDRE DE GRÈVE

Le Syndicat national des pilotes de ligne vient d'annoncer, dans un communiqué, la levée des ordres de grève prévus pour les 7 et 8 avril pour les lignes intérieures françaises. « Une série d'engagements réciproques des Compagnies Air-France et Air-Touraine, ajoute le communiqué. De surcroît, des mesures assurant les conditions d'emploi du personnel navigant devraient favoriser le bon fonctionnement du transport aérien régional. »

En Suisse

Une société à succursales multiples lance un nouveau quotidien

De notre correspondant

Berne. — Peut-on vendre un journal comme un produit d'épicerie ? Tel est le pari engagé par la société suisse à succursales multiples, le titre *Die Tat* (Action), un nouveau quotidien de langue allemande qui sera lancé le 4 avril. Il prend la succession de *Die Tat*, créé en 1939 par Gottlieb Duttweiler, le fondateur de la Migros.

Porte-parole de l'Alliance des indépendants (A.I.), *Die Tat* conçoit de sévères difficultés et accusait ses dernières années un déficit élevant à plusieurs millions de francs suisses. La direction de la Migros a décidé de relancer le journal sur des bases

nouvelles. L'entreprise a engagé 17 millions de francs suisses dans la modernisation de son département de presse, le public éprouverait deux hebdomadaires distribués gratuitement aux coopérateurs.

Alors que *Die Tat* traitait de la vie sociale, le nouveau quotidien devrait aborder quatre-vingt mille exemplaires en une année et équilibrer son budget en quatre ans. Si ces objectifs ne sont pas réalisés, l'expérience sera abandonnée. Les cinquante collaborateurs du journal en ont été avertis.

Contrairement à son prédécesseur, *Tat* se déclare « libre de toute attache politique ». De format tabloïd, imprimé en quatre couleurs offset, il se veut populaire et s'adresse des consommateurs de chaque trimestre, à la signature pour réclamer une meilleure protection des consommateurs.

Le nouveau quotidien sera vendu dans les kiosques et les magasins de la Migros au prix de 50 centimes, soit 30 centimes de plus que le prix de ses concurrents. Alors que, comme dans d'autres pays, une partie de la presse helvétique connaît des difficultés, les méthodes employées par les promoteurs de *Tat* suscitent des réserves. Le *Tribune de Lausanne* estime que « la pression exercée par la Fédération des coopératives Migros est lourde et grave ».

JEAN-CLAUDE BURHER.

(1) Formation politique proche de la Migros et se réclamant du « libéralisme social », l'Alliance des indépendants dispose de 12 sièges sur 244 au parlement helvétique.

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

DÉBRAYAGES A L'E.D.F. SANS COUPURE DE COURANT

Les consignes de débrayage lancées par la C.G.T. dans les centrales thermiques, ce mercredi 6 avril, entre 10 et 12 heures, n'ont pas eu de conséquences sur la distribution du courant. La perte de production d'environ un quinzième affectant surtout les centrales de Normandie, du Nord et de la région parisienne, a été compensée par un appel à la production hydraulique et éolienne.

Ce mouvement était destiné à appuyer l'envoi de délégations à la direction de l'E.D.F. Les syndicats protestent contre l'insuffisance des effectifs dans certaines centrales, ce qui a déjà entraîné de brèves arrêts de travail depuis plusieurs semaines, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O.

A compter du 1^{er} avril

LES SALAIRES DES SECTEURS PUBLIC ET NATIONALISÉ SONT AUGMENTÉS DE 1,50 %

M. Maurice Ligtot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, devait faire approuver, le 6 avril, par le conseil des ministres, une augmentation de 1,5 % du traitement de base des fonctionnaires de l'Etat, à compter du 1^{er} avril. La veille, les fédérations de l'E.G.P. reçues par la direction de l'enseignement, avaient été informées d'une majoration identique concernant les salaires des personnels, mesure qu'elles ont jugée totalement insuffisante. Le même dispositif va s'appliquer dans l'ensemble des secteurs nationalisés, conformément aux directives gouvernementales, selon lesquelles, les rémunérations seront ajustées chaque trimestre, à l'augmentation de l'indice des prix. Celle-ci est évaluée à 1,5 % pour les trois premiers mois de l'année, soit 0,5 % en janvier et 0,7 % en février, avec une prévision officielle d'environ 0,5 % pour mars (0,6 % selon l'indice de la C.G.T.).

(Publié)

pieds larges et GRANDS

38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur peinture (ou large) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, av. de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointures de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. - Tél. : 357-45-92.

LA PRESSE
BUREAU GENERAL
de la République
Fédérale d'Allemagne
et assassine

Washington met en garde contre une

l'accord d'Esting

La nouvelle